

adf

A F R I C A L I S T E N S E F O R U M



LA SÉCURISATION DE LA PAIX

Les forces armées adoptent des stratégies pour faire taire les armes

Le défi posé par la réintégration des enfants soldats

L'action civilo-militaire aide à développer la sécurité au Mali

PLUS

Une conversation avec le commandant de la force terrestre éthiopienne

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

articles

8 Les éléments de base de l'unité

Le commandant de la force terrestre éthiopienne identifie le professionnalisme, la diversité et la séparation de la politique comme des réformes clés.

14 Une révolution en cours

Plusieurs années après le printemps arabe, certains pays ont toujours des difficultés pour parvenir à une pleine croissance et assurer l'état de droit.

20 L'échange des armes contre l'ambition

Les petits commerces peuvent aider à stabiliser la Libye et donner de l'espoir aux ex-combattants.

24 Unis en mer

Un exercice naval étendu intègre les forces africaines.

28 Le développement des liens de confiance

Les forces de sécurité pensent que les projets civilo-militaires au Mali conduiront à l'amélioration de la sécurité.

34 La réintégration des anciens extrémistes

L'Ouganda offre des leçons sur la façon de réintégrer les ex-combattants ennemis, y compris ceux qui avaient été enlevés lorsqu'ils étaient enfants.

38 Les enfants du fusil

Mettre fin à l'emploi des enfants soldats va nécessiter un engagement prolongé envers la réintégration.

44 Une énigme fatale

L'idéologie qui influence les Forces démocratiques alliées reste essentiellement mystérieuse.

50 « L'entassement ethnique » provoque les coups d'état

Lorsque les leaders se cramponnent au pouvoir, ils doivent souvent recourir aux anciennes loyautés.

54 Une vente aide à placer des yeux dans le ciel

L'accord permet d'envoyer des hélicoptères américains aux Forces de défense du Kenya.

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

26 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



Africa Defense Forum
est disponible en ligne.

Veillez nous rendre visite sur le site
adf-magazine.com



SUR LA COUVERTURE :

Alors que de nombreuses nations africaines mettent fin aux conflits, les leaders examinent maintenant des stratégies pour assurer la paix. Ce numéro explore ce que peuvent faire les professionnels de la sécurité pour assurer une stabilité à long terme.

ILLUSTRATION D'ADF

Les conflits modernes se terminent rarement par la signature d'un traité ou par une capitulation officielle.

Certains groupes d'insurgés se battent jusqu'au dernier soupir, alors que d'autres se dissimulent parmi les civils. Après une guerre, les tensions ethniques peuvent couver pendant des générations. Les inégalités concernant l'accès au pouvoir ou aux ressources de l'état rendent possible le retour de la violence.

La paix est fragile, mais les forces de sécurité peuvent adopter des stratégies qui établissent la fondation d'une stabilité durable.

Beaucoup de pays ont découvert que, après les combats, la première étape la plus efficace consiste à offrir l'espoir aux ex-combattants. Les programmes visant à désarmer, démobiliser et réintégrer (DDR) les combattants font la différence dans les pays tels que l'Ouganda, le Liberia et l'Angola. En Libye, les praticiens du DDR espèrent que l'offre d'une formation professionnelle et d'un financement pour lancer un petit commerce encouragera les membres des milices à déposer leurs armes et à suivre un nouveau chemin.

Les forces armées considèrent aussi les réformes du secteur de la sécurité comme moyen d'amélioration. Au cours du temps, les forces armées deviennent trop massives pour être efficaces et doivent réduire leurs effectifs. Dans d'autres cas, les troupes deviennent des enclaves d'un groupe ethnique et doivent être réformées pour inclure des soldats provenant de milieux divers. Parfois, les forces armées nécessitent un focus renouvelé concernant l'éthique, les droits humains et l'état de droit pour conserver leur légitimité. Les pays qui mettent l'accent sur le professionnalisme et les promotions basées sur le mérite découvrent que cela facilite le maintien de la paix.

Les programmes civilo-militaires peuvent aussi être un outil efficace pour bâtir la paix. Ces programmes peuvent être aussi complexes que la construction d'un nouveau pont, aussi urgents que la réponse à une catastrophe naturelle ou aussi simples que l'organisation d'un tournoi de football. Parfois, il suffit seulement que les soldats interagissent avec les civils pendant les patrouilles et connaissent leurs inquiétudes en matière de sécurité. Les programmes civilo-militaires de tous types aident ceux dans le besoin tout en améliorant l'image des forces armées. Ils savent aussi le soutien aux groupes d'insurgés qui pourraient essayer de recruter des combattants parmi les plus vulnérables.

Les soldats savent que le plaisir de gagner une guerre est de courte durée si aucun plan n'est mis en place pour assurer la paix. Les chefs militaires devraient rechercher des stratégies nouvelles et innovantes pour bâtir la paix, afin de s'assurer qu'ils n'auront pas à retourner aux conflits armés. Ces approches non traditionnelles peuvent être difficiles à institutionnaliser, mais elles produisent des gains immenses si elles sont exécutées correctement. Parmi les efforts sécuritaires les plus efficaces en temps de paix, certains nécessitent un minimum de force.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un soldat du Soudan du Sud transporte une boîte de formulaires de la Commission militaire conjointe pour le cessez-le-feu. La commission filtre les soldats, les membres de l'opposition et d'autres qui seront formés pour la création d'une force armée unifiée au Soudan du Sud.

REUTERS



La sécurisation de la paix

Volume 13, 2ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

**HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND**

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Les femmes ont un rôle à jouer dans « la paix, la cohésion et le développement »



Julius Maada Bio, président de Sierra Leone, est intervenu lors du défilé et de la cérémonie de nomination pour les femmes élèves officiers et recrues au Centre de formation des forces armées, caserne de Benguema, à Waterloo (Sierra Leone) le 7 septembre 2019. Son allocution a été modifiée pour l'adapter à ce format.



REUTERS



Depuis 1978-1979, lorsque 10 élèves officiers et 64 recrues féminines ont été enrôlées

dans les Forces armées de la République de Sierra Leone (RSLAF), plus de femmes se sont portées volontaires. Elles nous ont démontré, durant 40 ans de service dévoué au pays, des qualités peu communes de valeur, courage, adaptabilité, altruisme et leadership. Elles se sont conformées à leur serment de défendre et de protéger cette terre que nous aimons.

Elles ont défié les contraintes traditionnelles, elles se sont battues contre les stéréotypes et le traitement inéquitable, elles ont persévéré et elles ont triomphé.

Lorsque mon gouvernement, de concert avec le Royaume-Uni et l'Équipe consultative de sécurité internationale, a lancé ce recrutement spécial des femmes, c'était parce que nous pensions que l'expansion de la présence et du rôle des femmes dans le secteur de la sécurité nationale était appropriée pour notre paix nationale, notre cohésion et notre développement, et appropriée pour notre rôle croissant dans les opérations internationales de maintien de la paix et de soutien de la paix partout dans le monde.

L'intention initiale était de recruter

seulement 50 élèves officiers et 250 recrues, pour un total de 300. Nous avons fini par en recruter 332 [60 élèves officiers et 272 recrues] à cause du très haut calibre des candidates et de leur distinction dans le processus de recrutement.

Vous entrez dans les RSLAF à un moment de changement progressif. Internationalement, les RSLAF sont engagées dans des opérations de maintien de la paix et de soutien de la paix dans divers pays du monde. Chez nous, le rôle des RSLAF a considérablement évolué, d'un rôle traditionnel de sécurité frontalière à un vrai rôle de partenaire du développement.

En tant que commandant en chef, je tiens à vous accueillir officiellement dans les RSLAF. Je vous assure que vous entrez dans cette noble institution à un moment d'opportunités croissantes pour le personnel féminin, en ce qui concerne la progression des carrières, le développement éducationnel et la participation aux opérations mondiales de soutien de la paix.

Je me permets aussi de vous rappeler vos responsabilités. Votre serment d'allégeance signifie que vous avez convenu de vous soumettre à l'examen du public en tant que soldat, pendant et après les heures de service. Vous avez prêté

Le président Bio effectue la nomination de 60 femmes élèves officiers et 272 recrues féminines au Centre de formation des forces armées. BUREAU DU PRÉSIDENT

serment de respecter, soutenir et protéger la constitution nationale de la République de Sierra Leone et d'obéir à tous les ordres légaux de tout supérieur hiérarchique, sans les questionner.

Vous ne devez pas participer à la politique partisane, ni à des discussions de politique partisane. En tant que soldats professionnels, ne vous permettez pas d'être indûment influencées par les politiciens, quelles que soient les relations personnelles ou autres affinités malséantes que vous avez avec eux. Vous servez la République de Sierra Leone ; vous ne servez les intérêts personnels ou les ambitions de personne.

Finalement, pour vous en tant que nouveaux soldats, vous venez de vous engager dans l'une des meilleures traditions et institutions militaires, une qui a formé et façonné les hommes et femmes patriotes qui se sont battus et ont fait l'ultime sacrifice pour notre pays, en temps de guerre et en temps de paix. Continuons à défendre la paix, l'unité, la liberté et la justice de notre pays, car la Sierra Leone est le seul pays que nous ayons.

17

RHINOCÉROS NOIRS

SUD-AFRICAINS SONT TRANSFÉRÉS AU MALAWI

AFP/GETTY IMAGES

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Malawi a reçu 17 rhinocéros noirs d'Afrique du Sud, dans le cadre d'un programme visant à renouveler cette espèce qui avait temporairement disparu dans ce pays d'Afrique australe dans les années 80.

African Parks, organisation caritative présidée par le prince Harry de Grande-Bretagne, déclare que l'opération a commencé par un transport terrestre de huit heures depuis la réserve d'animaux sauvages Ezemvelo du KwaZulu-Natal. Les rhinocéros ont été ensuite libérés dans le parc national Liwonde au Sud du Malawi, où les soldats britanniques offrent une formation aux gardes forestiers luttant contre le braconnage.

« C'est l'un des transferts internationaux de rhinocéros noirs les plus importants jusqu'à présent », déclare Peter Fearnhead d'African Parks, qui restaure et gère environ une douzaine de parcs dans 10 pays.

L'opération a été conduite de concert avec World Wildlife Fund South Africa (Fonds mondial pour la nature - Afrique du Sud) et les gouvernements du Malawi et d'Afrique du Sud.

« Notre vision commune consiste à renforcer les

populations de rhinocéros existantes du Malawi et de soutenir les efforts régionaux visant à préserver cette espèce en danger critique d'extinction », déclare M. Fearnhead.

Brighton Kumchedwa, directeur de la faune sauvage et des parcs du Malawi, déclare que l'initiative renforcerait la population de rhinocéros qui avait disparu au Malawi en 1981 avant la réintroduction de quatre rhinocéros en 1993.

Les autorités du Malawi refusent de révéler le nombre actuel de rhinocéros pour raison de sécurité.

M. Fearnhead déclare que les rhinocéros nouvellement réintroduits seraient équipés de capteurs GPS et que les animaux seraient pistés par surveillance aérienne et par des patrouilles quotidiennes de gardes forestiers.

Les rhinocéros noirs, jadis abondants dans toute l'Afrique subsaharienne, ont d'abord souffert de la chasse pratiquée par les colons européens. Plus tard, les braconniers les ont essentiellement anéantis : en 1993 selon le WWF (Fonds mondial pour la nature), on en comptait seulement 2.475. Depuis lors, les efforts de conservation ont augmenté la population à environ 5.000.

UN DEUXIÈME VACCIN CONTRE L'EBOLA EST INTRODUIT EN RDC

AGENCE FRANCE-PRESSE

La République démocratique du Congo a introduit un deuxième vaccin pour combattre une épidémie d'Ebola dans l'Est du pays.

Ce nouveau vaccin de deux doses introduit en novembre 2019 est produit par une filiale belge de Johnson & Johnson et devait être administré à environ 50.000 personnes au cours de quatre mois. La formule est administrée en deux doses à 56 jours d'intervalle.

Plus de 250.000 personnes, dont beaucoup sont des intervenants de la santé de

première ligne, ont déjà été vaccinées avec un autre vaccin contre l'Ebola.

« Ce n'est pas un remplacement du premier vaccin ; il est utilisé comme complément, en particulier dans les régions qui n'ont pas enregistré de cas de transmission [de l'Ebola] », déclare Steve Akuha, coordinateur de Médecins sans frontières.

L'épidémie s'est déclarée en août 2018 dans la province du Nord-Kivu avant de se propager dans les provinces voisines de l'Ituri et du Sud-Kivu.

Il s'agit de la dixième épidémie d'Ebola

de la RDC, et de la deuxième la plus mortelle après l'épidémie qui avait frappé l'Afrique de l'Ouest en 2014-2016 et qui avait causé la mort de plus de 11.300 personnes.

Les efforts pour combattre l'Ebola dans l'Est de la RDC ont été entravés par la violence des milices et la résistance locale aux mesures de prévention, aux installations de santé et aux pratiques d'enterrement sécurisées.

Le virus de l'Ebola est transmis par contact avec le sang, les fluides corporels, les sécrétions ou les organes d'une personne infectée ou récemment décédée.



Une émission radio du Nigeria donne « une voix à ceux qui n'en ont pas »

AGENCE FRANCE-PRESSE

De bonne heure chaque matin, une foule se réunit à l'extérieur du studio de radio d'Ahmad Isah à Abuja, capitale du Nigeria, en espérant pouvoir partager leurs problèmes sur les ondes.

Pour ceux qui attendent, l'émission *Brekete* (qui signifie « très grand » en pidgin nigérian) *Family* de M. Isah offre une rare opportunité d'essayer de tenir les dirigeants responsables.

Quelques chanceux réussissent à se faire entendre sur des questions telles que leurs batailles avec les autorités, leurs besoins médicaux et leurs demandes d'assistance financière.

« Mon but est de donner une voix à ceux qui n'en ont pas, de faciliter l'arbitrage, d'exposer les actes répréhensibles et de forcer les personnes au pouvoir à respecter les droits », déclare M. Isah, qui est surnommé le « Président ordinaire ». « Mon inspiration est axée sur la justice, la gentillesse et le soutien à l'humanité. »

L'enseignante Winifred Ogah est venue pour essayer d'obtenir un recours après la décision, à tort selon elle, d'un tribunal local qui a vendu sa voiture aux enchères pour ne pas avoir payé le loyer de sa maison. « J'ai écouté le programme et j'ai été encouragée de constater comment les problèmes des autres personnes étaient résolus. »

L'émission possède une liste d'exigences que les gens doivent satisfaire avant de pouvoir soumettre leur affaire pour résolution. Ils doivent d'abord déposer une déclaration sous serment auprès du Tribunal de grande instance du Nigeria selon laquelle ils jurent qu'ils disent la vérité.

M. Isah insiste que le style combatif de l'émission radio a eu des résultats concrets pour tenir les dirigeants responsables. « Certains d'entre eux nous considèrent comme une menace, déclare-t-il. Ils ne nous aiment pas. Nous avons exposé plusieurs cas de corruption que d'autres ont peur d'aborder. »

L'émission cherche aussi à fournir une assistance financière aux gens dans le besoin, avec le soutien de la Fondation MacArthur et de sa propre collecte de fonds.

Luis Kinta, l'un des bénéficiaires, déclare que la radio a collecté 2 millions de nairas (5.600 dollars) pour développer son commerce de cordonnerie. « Je suis venu ici sans connaître personne, déclare-t-il. Ce qui est excellent, c'est que le Président ordinaire fournit une assistance sans connaître la tribu, la religion ou les sympathies de ceux qu'il soutient. »

Ahmad Isah parle pendant son émission radio *Brekete Family* à Abuja (Nigeria).

AFP/GETTY IMAGES

UNE ÉCOLE DE PROGRAMMATION EN IA CIBLE LES ENJEUX DE L'AGRICULTURE

THOMSON REUTERS FOUNDATION

L'analyste de données Fabrice Sonzahi s'est inscrit à un cours d'intelligence artificielle (IA) à Dakar (Sénégal), en espérant aider les agriculteurs à améliorer le rendement de leurs récoltes dans son pays natal de la Côte d'Ivoire.

Il fait partie de la classe inaugurale d'une école de programmation IA au Sénégal, l'une des premières en Afrique de l'Ouest. Elle formera les étudiants pour utiliser les données dans le but de résoudre les problèmes tels que l'impact de la météo sur les récoltes.

L'institut de technologie de Dakar (ITD), qui a ouvert ses portes en septembre 2019, a conduit son premier camp d'entraînement de 10 semaines dans le cadre d'un partenariat avec l'école IA française Vivadata.

« Je suis convaincu que, grâce à l'analyse des données, nous pouvons offrir [aux agriculteurs] de meilleures solutions », déclare M. Sonzahi.

Il prévoit de proposer ses aptitudes en IA à ATA Solution, startup ivoirienne qui conseille les agriculteurs sur la façon d'augmenter au maximum l'utilisation des ressources peu abondantes telles que la terre et l'eau.

L'entreprise recueille déjà des données telles que les niveaux de pH, de température et d'humidité du sol, déclare M. Sonzahi, qui travaille avec la startup en tant qu'analyste. Grâce à l'IA, ces données pourraient être traitées pour indiquer le moment et le lieu où les agriculteurs doivent ajouter de l'eau ou de l'engrais, et les aider à améliorer leur compréhension des pertes de récolte, déclare-t-il.

Les informaticiens de l'ensemble du continent commencent à mettre à l'épreuve l'apprentissage automatique comme outil pour aider les agriculteurs à gérer une météo de plus en plus erratique, par exemple en modélisant la voie de commercialisation la plus rapide ou en utilisant des drones pour déceler les problèmes sur le terrain.

L'ITD prévoit d'offrir une licence en données massives et une maîtrise en IA en 2020, chacune avec 25 étudiants.

Des étudiants participent à un cours de programmation IA à l'Institut de technologie de Dakar au Sénégal.

THOMSON REUTERS FOUNDATION





ILLUSTRATION D'ADF

LES ÉLÉMENTS DE BASE *de l'unité*



Le commandant de la force terrestre éthiopienne identifie le professionnalisme, la diversité et la séparation de la politique comme des réformes clés

Le lieutenant-général Molla Hailemariam est commandant de la force terrestre des Forces de défense nationale éthiopiennes (ENDF). Sa carrière militaire commence en 1981 lorsqu'il rejoint la lutte contre le régime du Derg qui gouverne le pays. Après le retour d'un gouvernement civil en Éthiopie en 1991, il rejoint les nouvelles forces armées comme pilote et devient commandant de l'Armée de l'air à la suite de promotions. Il assume les postes de chef de la politique et la stratégie et chef du secteur logistique au quartier général de la Défense. Il commande aussi les Forces spéciales avant d'être promu au poste de commandant de la force terrestre en 2019. Il s'est entretenu avec ADF lors de la Conférence au sommet des forces terrestres africaines à Addis-Abeba, événement que l'Éthiopie a coparrainé avec l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique. Cette interview a été modifiée pour l'adapter à ce format.

ADF : Les ENDF ont été sujettes à une réforme du secteur de la sécurité pour améliorer les normes de professionnalisme dans les forces armées. Quels sont les objectifs de ces efforts de réforme ?

Lt.-Gén. Molla : En Afrique, ce que nous affrontons c'est que la plupart des systèmes de sécurité sont affiliés aux partis politiques. Ceci ne crée pas un environnement favorable à la démocratie. Le focus principal de la réforme en Éthiopie est de rendre les forces armées politiquement impartiales.

Traditionnellement, l'institution éthiopienne de la défense a été associée à certains partis politiques. Mais la Constitution est claire : les forces de défense devraient être libres de toute influence politique. Parfois, cela s'était produit antérieurement. Pas intentionnellement, mais cela s'était produit.

Le gouvernement a pleinement clarifié que les institutions de la défense doivent être désormais libres de toute influence des partis politiques, ce qui a renforcé l'environnement démocratique dans notre pays.

Nous nous concentrons aussi sur l'amélioration de l'image de notre secteur de la défense. Nous voulons qu'il soit plus attrayant pour les jeunes et plus digne de foi pour la nation. Dans les forces de défense éthiopiennes, nous avons l'excellente tradition d'être engagés avec la communauté. Ceci développe la confiance.

Au cours des dernières années, nous avons traversé une crise politique, qui a représenté un grand défi pour les forces armées. Aujourd'hui, nous l'avons presque surmontée. Ce que nous voulons faire, c'est améliorer l'acceptation et la confiance du public, de façon que nous puissions inciter les bons citoyens à rejoindre les forces de défense.

ADF : Les ENDF peuvent-elles être une force unificatrice en Éthiopie en tendant le bras à travers les barrières ethniques, religieuses et régionales ?

Lt.-Gén. Molla : Oui, elles sont un modèle. Instaurer la diversité et développer l'unité sont une priorité. Dans le

pays, nous faisons face à des émeutes, des troubles sociaux et des affrontements ethniques, mais les forces de défense sont en fait acceptées et respectées par toutes les ethnies de la nation. C'est pourquoi, lorsque toute instabilité excède les capacités de la police et qu'il est demandé aux forces de défense de prêter assistance à la police régionale ou aux forces spéciales régionales, cela fait la différence.

L'évidence montre que la diversité est importante pour les forces de défense. Si elles accomplissent leur mission équitablement, elles offrent un modèle pour la société. Le gouvernement et le public pensent que les forces de défense représentent un vrai modèle qui reflète la diversité du pays.

ADF : Au cours des dernières années, l'Éthiopie a enregistré des soulèvements civils et l'insécurité dans plusieurs régions. Quel est le rôle approprié des ENDF pour rétablir la sécurité dans ces régions ? Quelles sont les leçons qui ont été apprises ?



Lt.-Gén. Molla : La responsabilité des institutions de sécurité dans notre pays est précisée dans la Constitution, de façon tout à fait claire. La responsabilité du contrôle et de la gestion d'un soulèvement est assumée par les politiciens, l'administration locale et les forces de police. Ce que font normalement les forces de défense, c'est d'aider les forces de police en matière de formation et de développement des capacités. Mais lorsqu'un soulèvement excède la capacité de la force de police, nous suivons la Constitution et la politique du pays, et nous répondons aux demandes des états régionaux. Lorsque nous entreprenons une mission, nous le faisons conjointement avec la police et les autorités administratives régionales. L'effort principal consiste à les aider à engager la communauté et les groupes au centre de la crise, à négocier ou à conclure avec eux un accord de paix. C'est une participation très limitée. Nous ne voulons pas simplement intervenir de partout. Dans toute mission que nous effectuons, nous respectons les droits humains et nous voulons réduire au minimum

« Nous nous concentrons aussi sur l'amélioration de l'image de notre secteur de la défense. Nous voulons qu'il soit plus attrayant pour les jeunes et plus digne de foi pour la nation. Dans les forces de défense éthiopiennes, nous avons l'excellente tradition d'être engagés avec la communauté. Ceci développe la confiance. »

Des soldats éthiopiens contrôlent la foule lors d'une manifestation à Burayu en 2018. THE ASSOCIATED PRESS





« La sécurité en Somalie est la sécurité en Éthiopie, et vice-versa. »

le nombre de victimes. Où que nous allions pour aider la police, dans chaque coin du pays, la communauté accueille les forces de défense et coopère pleinement.

ADF : L'Éthiopie partage une frontière terrestre avec la Somalie et a envoyé des forces pour participer à la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Quelle est pour l'Éthiopie, et pour l'Afrique de l'Est en général, l'importance d'une Somalie sécurisée ?

Lt.-Gén. Molla : La sécurité en Somalie est la sécurité en Éthiopie, et vice-versa. Il est impossible de le nier. Nous avons une relation historique. Nous avons de nombreux liens. Dans certaines parties de l'Éthiopie, les gens parlent le somalien. En réalité, la frontière est artificielle. C'est pour cela que l'Éthiopie est concernée par la sécurité de la Somalie. Nous déployons beaucoup d'efforts en Somalie dans le cadre de la mission AMISOM. Bien qu'il y ait de bons progrès et de bons résultats pour ce que nous faisons avec les forces somaliennes et celles des autres pays africains qui participent à la mission, il existe aussi des défis.

Le défi principal, selon mes observations, ne provient pas du peuple somalien, mais des élites politiques somaliennes, et aussi des groupes hors de la Somalie qui jouent un rôle négatif. Certains pays ou groupes soutiennent les régions, et d'autres soutiennent le gouvernement central. Au lieu de les réunir pour stabiliser le pays et former un gouvernement central fort, ils les divisent.

Nous pensons qu'il existe un manque de consensus de la part de la communauté internationale sur la façon de fournir un soutien, sur ceux que l'on devrait soutenir, et sur les modalités du soutien à accorder à la Somalie. Cela retarde le développement des Forces armées somaliennes. Les Forces armées somaliennes devraient assurer la sécurité dans tout le pays. Il existe des lacunes qui donnent suffisamment de place à al-Shabab pour prospérer ou conduire des attaques contre les personnes. C'est donc un défi, mais nous continuerons à travailler.

ADF : Comment évalueriez-vous la coopération entre les pays d'Afrique de l'Est ? Les pays de la région coopèrent-ils pour contrer les menaces communes telles que le crime transfrontalier et l'extrémisme ?



À gauche : Des troupes éthiopiennes participant à la mission de l'Union africaine en Somalie accueillent le commandant de la force de l'AMISOM à Baidoa. AMISOM

Une garde d'honneur marche pendant une cérémonie à Addis-Abeba. REUTERS

Lt.-Gén. Molla : Nous avons une longue tradition de coopération entre les pays. Nous avons aussi une plateforme : au niveau de la défense, nous avons des relations bilatérales. Nous nous réunissons tous les six mois avec la plupart des pays voisins, sur la base du face à face. Nous discutons des questions de sécurité, des progrès sur ce que nous avons convenu de faire, des échanges de formation, du développement des capacités et des échanges de renseignement. Nous avons donc une interaction très active avec les pays voisins d'Afrique de l'Est. La relation s'améliore même avec l'Érythrée. En fait, c'est une avancée. La paix l'a emporté et nous nous efforçons d'institutionnaliser la relation au niveau de la défense.

Au niveau régional, nous avons l'Autorité intergouvernementale sur le développement. Chaque fois qu'il existe une menace sécuritaire dans la région, les chefs se réunissent pour en parler. Ceci s'est produit récemment en ce qui concerne le Soudan du Sud. Il existe donc une coopération face à face mais aussi une plateforme régionale.

ADF : Cela fait moins d'un an que vous êtes à ce poste.

Quels sont vos objectifs en tant que commandant de la force terrestre ?

Lt.-Gén. Molla : Mon focus consiste à mettre en œuvre les projets du gouvernement. Je me concentre sur les forces terrestres. Jusqu'à récemment, nous n'avions pas de commandement des forces terrestres. Nous avons l'Armée de l'air, les Forces spéciales et le Quartier général de la défense, qui dirigeait directement les unités régionales. Les réformes que nous mettons en œuvre se concentrent maintenant sur des secteurs différents tels que les systèmes, la structure et les concepts militaires. Pour participer à une guerre non conventionnelle et asymétrique, nous devons avoir des concepts militaires efficaces. Nous devons aussi travailler sur la technologie et le développement des capacités. Ce sont les secteurs sur lesquels nous nous concentrons pour mettre en œuvre un programme de réformes. Mon focus consiste principalement à avoir une structure efficace, ainsi que les systèmes et postures corrects pour équiper les forces terrestres et utiliser efficacement le peu de ressources dans lesquelles notre pays a investi et qu'il a confié à l'institution de la défense. □



UNE RÉVOLUTION EN COURS

Plusieurs années après le printemps arabe, certains pays ont toujours des difficultés pour parvenir à une pleine croissance et assurer l'état de droit

GÉNÉRAL DE BRIGADE (À LA RETRAITE) KHALIFA NAFTI,
ARMÉE DE L'AIR TUNISIENNE

Plus de huit ans après les manifestations du printemps arabe en 2011, de nombreux habitants d'Afrique du Nord aspirent encore à la liberté et la dignité. La stabilité et la sécurité que beaucoup espéraient au début des manifestations sont toujours hors d'atteinte dans de nombreux pays.

Des questions se posent toujours : Les habitants de la région pourront-ils obtenir cette liberté et cette dignité dans les années à venir ? La transition qui a commencé en 2011 conduira-t-elle au progrès et à la stabilité, ou à davantage de troubles et d'insécurité ? Cela dépendra de deux éléments fondamentaux : la confiance et l'état de droit. Ces deux éléments constituent la fondation de la croissance et de la stabilité.

Les chefs politiques arabes doivent se soumettre à l'état de droit pour rester au pouvoir et éviter les troubles sociaux. En fait, la confiance dans un gouvernement est fondée sur l'état de droit, ce qui est le souhait de la plupart des populations arabes.

Les professionnels des forces armées doivent aussi considérer comment ils peuvent aider à créer un environnement stable pour un avenir prospère. Les chefs militaires peuvent démontrer leur engagement envers cette stabilité en s'assurant de demeurer aux côtés du peuple lorsque ces transitions commencent. Pour ce faire, il faut garantir la sécurité des civils et de leurs institutions contre les troubles et maintenir une même distance avec tous les partis et les factions politiques.

Une vue d'ensemble du paysage social et politique de la région, avant et après 2011, offre une perspective et des leçons pour les pays qui ont émergé de la crise du printemps arabe ou qui continuent à avoir des difficultés pour le faire. À partir de ces défis, nous pouvons dériver des solutions et des étapes à suivre pour assurer une croissance continue vers la bonne gouvernance et l'état de droit.

DES LEÇONS À L'HORIZON

Les experts semblent convenir que la reprise ne sera pas facile pour les pays nord-africains. Les observateurs tels que l'analyste géopolitique George Friedman et l'écrivain Robert Kaplan soutiennent que le printemps arabe ne constituait pas une garantie de démocratie, ni un chemin rapide pour y parvenir.

M. Kaplan, qui est aussi le directeur général d'Eurasia Group, écrivait dans *Foreign Policy* en 2015 : « Hélas ! Ce que l'on appelle le printemps arabe ne concernait pas la naissance de la liberté, mais l'effondrement de l'autorité centrale, ce qui n'a rien à voir avec la question de savoir si ces états, qu'ils soient ou non artificiels, étaient prêts aux rigueurs de la démocratie. »

Les raisons pour cela sont nombreuses et variées.



Un artisan tunisien rend hommage à la révolution du printemps arabe en gravant des drapeaux sur des plaques en bronze dans la médina de Tunis en 2011. REUTERS

La première provient de ce que l'on peut appeler un contexte environnemental. Depuis les années 90, le monde est devenu plus mondialisé, à mesure que les affaires, le commerce et les voyages ont transcendé les frontières nationales. En bref, le monde est devenu plus interdépendant et plus interconnecté.

Ces changements ont souligné que la stabilité dépend de la sécurité, et que la sécurité dépend de l'économie. Les économies, à leur tour, dépendent de facteurs tels que la géographie, l'histoire, la culture et la politique. Les leaders doivent se souvenir du contexte environnemental lorsqu'ils s'efforcent d'obtenir la stabilité. Ils doivent ensuite établir une vision pour atteindre ces buts. Si on





ignore tout maillon de cette chaîne, l'échec sera assuré.

Les faiblesses dans ces domaines ont aidé à provoquer les révolutions de 2011. Mais ces mêmes faiblesses ont conduit à une augmentation des troubles depuis 2011. Il est essentiel de les adresser afin d'améliorer les conditions de vie.

La deuxième raison pour laquelle les troubles sont fréquents dans cette région est que les souhaits et les rêves du peuple sont souvent ignorés. Depuis des décennies, le peuple fait face à un manque de justice, de dignité et de liberté. Ces carences des droits humains de base sont courantes dans ces pays, qu'ils aient ou non éprouvé récemment la révolution ou les bouleversements.

Certains observateurs ont indiqué que les conditions dans la région se sont détériorées depuis 2011. Comme preuve, ils offrent la guerre civile, l'augmentation du terrorisme, de la traite humaine et du trafic de tous les articles de contrebande, y compris les armes. Résultat notable : d'innombrables réfugiés et des milliers de gens qui ont perdu la vie.

Ceci peut être attribué, en partie, aux leaders qui ont pris le pouvoir à la suite du printemps arabe, et qui ont souhaité gouverner sans avoir de vision claire de la route à suivre pour leur pays.

Un protestataire crie : « Nous voulons la justice ! » hors de l'édifice du parlement à Tunis en novembre 2011, alors que l'Assemblée constituante de Tunisie, élue après la révolution, tient sa séance d'ouverture. REUTERS

Les forces spéciales de Tunisie montent la garde à Ettadhamen en janvier 2018 alors que les Tunisiens commémorent sept années depuis le soulèvement qui avait lancé le printemps arabe. AFP/GETTY IMAGES

Les exceptions notables incluent l'Égypte et la Tunisie qui, malgré de nombreux défis, ont enregistré des reprises plus régulières, du fait de leurs longs antécédents de sécurité et d'institutions fortes de l'état.

LES DÉFIS DE LA CROISSANCE ET DE LA STABILITÉ

L'ancien général chinois Sun Tzu, stratège militaire, écrivain et philosophe, a écrit dans *L'Art de la Guerre* que, pour réussir, il fallait se connaître soi-même et connaître son ennemi.

« Si vous connaissez l'ennemi et que vous vous connaissez, vous n'aurez pas à craindre le résultat de cent batailles, écrit-il. Si vous vous connaissez, mais vous ne connaissez pas l'ennemi, pour chaque victoire que vous gagnerez vous subirez aussi une défaite. Si vous ne connaissez ni l'ennemi ni vous-même, vous succomberez dans chaque combat. »

Les conseils de Sun Tzu pourraient éclairer les responsables nord-africains alors qu'ils se préparent à affronter les défis.

En premier lieu, il est probable que la menace principale proviendra de l'intérieur, à cause des contraintes historiques imposées aux populations, qui conduisent à l'instabilité. En outre, ils doivent se préparer à affronter les menaces transnationales telles que les différentes formes de contrebande.



Les Tunisiens célèbrent le premier anniversaire de la révolution du printemps arabe de 2011 sur l'avenue Bourguiba à Tunis. REUTERS

Deuxièmement, les pays doivent réaliser que beaucoup des défis qu'ils affrontent sont le résultat d'une carence de gestion, de leadership et de vision aux plus hauts niveaux de l'état. Un point de vue stratégique, et le fait de « se connaître soi-même », aideront les pays à surmonter ces défis.

En plus de Sun Tzu, le point de vue du colonel John Warden de l'Armée de l'air des États-Unis (à la retraite) est révélateur.

Le colonel Warden a proposé la théorie des « cinq cercles », qui a été utilisée avec succès comme guide lors de la campagne aérienne de l'Opération Tempête du désert en 1991, dans laquelle une coalition multinationale conduite par les États-Unis a affronté les forces irakiennes de Saddam Hussein pour les chasser du pays voisin du Koweït.

Le modèle des cinq cercles comporte des zones d'intérêt qui doivent être attaquées et suffisamment dégradées pour que l'ennemi puisse être vaincu, selon UKEssays.com. Ces zones sont : les forces militaires déployées, la population, l'infrastructure, les composantes essentielles du système et le leadership. Selon cette perspective, si les cercles externes sont suffisamment neutralisés, le leadership de l'ennemi, qui constitue le cercle central, sera exposé et pourra être vaincu.

Avec les considérations de Sun Tzu et du colonel Warden en tête, les leaders devraient s'engager à identifier et à s'accorder sur l'ennemi principal de la stabilité et de la bonne gouvernance. Après avoir déterminé ce qui constitue le centre de gravité de cet ennemi, le partage de l'information et du renseignement constituerait la première étape pour le combattre. Selon le modèle du

colonel Warden, cet ennemi occupe le cercle central.

De là, les leaders analyseraient ce qui constitue les quatre autres cercles. Ils pourraient inclure ceux qui financent l'extrémisme, les recruteurs, les organismes affiliés et ceux qui rentrent chez eux après avoir combattu pour des causes extrémistes à l'étranger, par exemple l'État islamique en Irak et en Syrie.

Afin d'attaquer ces cercles extérieurs dans le but de vaincre l'ennemi au centre, les leaders et les gouvernements devront être organisés, avoir des objectifs clairs et maintenir des institutions fortes avec des stratégies judicieuses. Cette activité est pleinement conforme à l'état de droit.

Les cinq cercles du colonel Warden peuvent aussi être utilisés comme modèle de construction pour reconstruire un état qui garantit la sécurité, développe l'économie et maintient la stabilité. Bien entendu, ceci doit être fait tout en considérant le contexte environnemental et national mentionné ci-dessus.

LES CINQ CERCLES EN TANT QUE MODÈLE DE CONSTRUCTION

Lorsque le concept des cercles militaires est utilisé comme modèle pour la reconstruction d'un gouvernement efficace, le centre représente la légitimité des chefs de l'exécutif obtenue à la suite d'élections libres et équitables et de la mise en application de l'état de droit. Cette légitimité

aidera les leaders à effectuer les réformes et les ajustements nécessaires tout en préservant l'état de droit. C'est grâce à cette légitimité gagnée que le gouvernement et ses chefs gagneront aussi la confiance du peuple qu'ils servent. Le peuple, à son tour, aura alors confiance dans les institutions gouvernementales, ce qui les renforcera.

L'état de droit peut en outre gagner la confiance du peuple en garantissant la liberté d'expression et les droits de la femme. Les femmes représentent la moitié de la population; lorsqu'elles sont donc éduquées et émancipées, elles peuvent constituer une force importante pour la croissance économique, tout en encourageant l'ouverture d'esprit des générations futures.

Le deuxième cercle de ce modèle représente la bonne gouvernance. Pour la réaliser, les chefs de l'exécutif devront penser comme des stratèges, en employant une vision claire, des objectifs et des stratégies pour atteindre leurs buts. Ceci exige une volonté de lutter contre la corruption, de rejeter le népotisme, et de garantir la justice et l'égalité.

Le troisième cercle serait celui des réformes, en particulier concernant l'éducation et l'investissement dans les opportunités d'emploi. La disponibilité de l'emploi est l'une des meilleures façons de donner l'espoir aux jeunes, dont le nombre est en pleine croissance.

Tant que l'état de droit sera impossible à atteindre pour le peuple, la confiance entre le peuple et son gouvernement restera au niveau bas.

Le quatrième cercle concernerait les valeurs telles que l'ouverture, la tolérance et la coexistence pacifique. Ces idéaux doivent être inculqués chez les citoyens, depuis la jeunesse, et nécessiteront le dialogue, le consensus et le compromis. Ces valeurs prépareront les générations futures à penser avant d'agir et à résister à la tentation d'accepter les invitations de rejoindre les causes extrémistes, même dans l'absence d'une meilleure alternative.

Finalement, le cinquième cercle encouragerait un système pédagogique moderne, capable de générer des aptitudes et des compétences du monde réel qui favorisent la croissance et le développement tout en accroissant les opportunités d'emploi.

En nous concentrant sur la Tunisie, nous pouvons mieux comprendre ce concept.

Il y a plus de 60 ans, la Tunisie avait adopté un système d'éducation moderne et avait accordé le droit de vote aux femmes. Mais la gouvernance et l'instabilité ont conduit à une révolution. Celle-ci a provoqué la perte de vies et la perte d'opportunités économiques. Malgré cela, du



Des soldats tunisiens se tiennent à l'extérieur d'un bureau de vote à Ben Arous, près de Tunis, en mai 2018 alors que le pays organise ses premières élections municipales libres. AFP/GETTY IMAGES

fait des antécédents tunisiens de responsabilisation des femmes et d'établissement d'une culture de dialogue et de compromis, le pire a été évité.

Aujourd'hui, la Tunisie va de l'avant, bien qu'elle le fasse lentement. Mais les défis liés à la sécurité et l'économie sont toujours présents.

Il existe quelque chose qui aiderait à accélérer la réalisation de l'état de droit : la création de la Cour constitutionnelle, qui est prévue dans la Constitution tunisienne de 2014.

La Constitution exige que le parlement choisisse quatre des 12 membres de la Cour. Le président et le Conseil supérieur de la magistrature choisissent chacun quatre membres, selon Human Rights Watch. En date de février 2020, la Cour n'a pas encore été constituée.

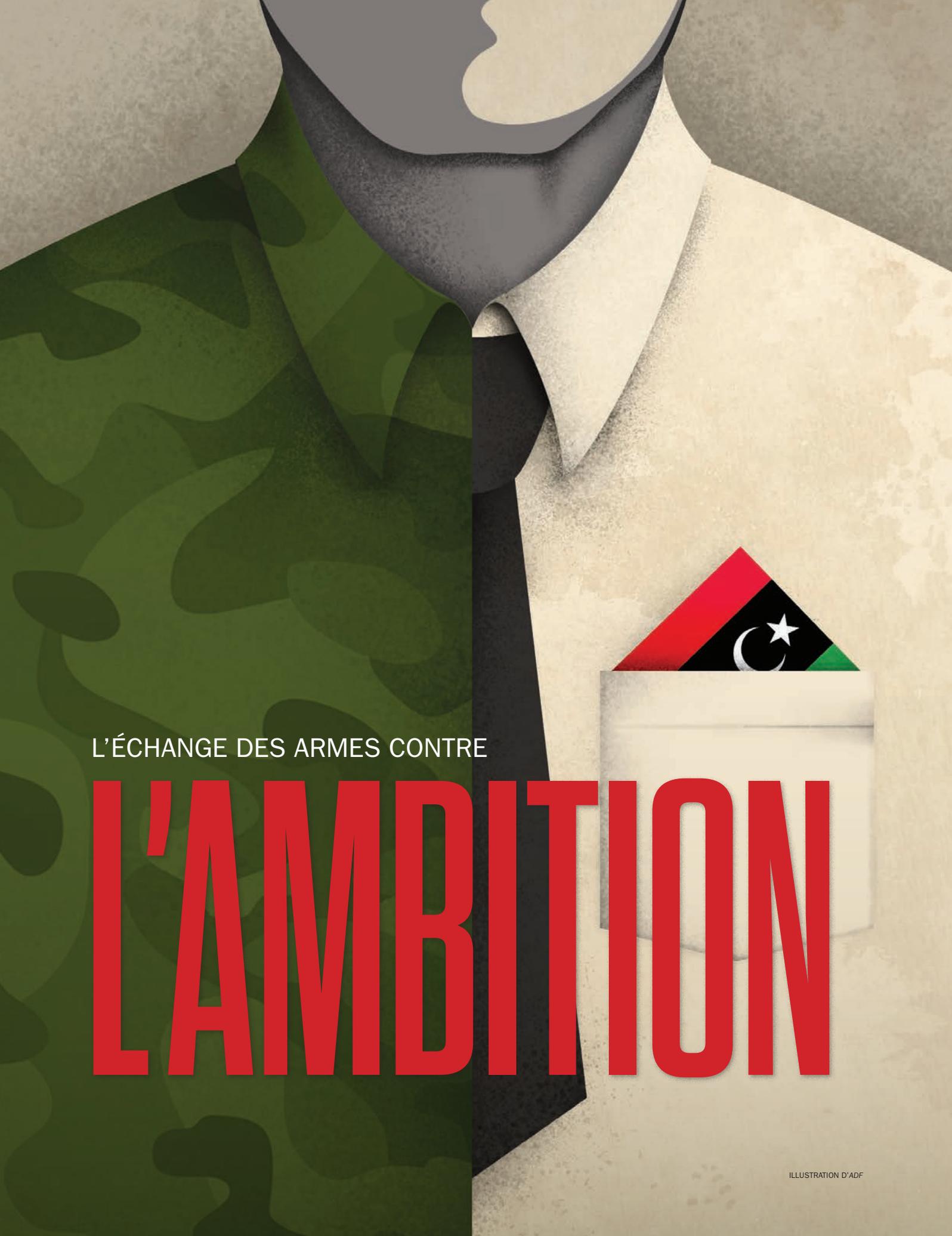
Les forces armées nationales peuvent aider à assurer ces processus en s'engageant à se tenir aux côtés du peuple dès le début. La protection contre les troubles et la préservation de la sécurité aideront à assurer la transition vers l'état de droit, du moment que les forces armées se tiennent à distance égale de tous les partis et intérêts politiques.

Tant que l'état de droit sera impossible à atteindre pour le peuple, la confiance entre le peuple et son gouvernement restera au niveau bas. Le temps est venu de convertir le rêve de l'état de droit en réalité pour assurer la sécurité, la stabilité et la prospérité à long terme de la Tunisie et de l'ensemble de l'Afrique du Nord. □



BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Le général de brigade (à la retraite) Khalifa Nafti de l'Armée de l'air tunisienne a servi deux fois en tant que commandant de base aérienne et a été pendant sept ans le commandant de la défense aérienne de Tunisie. Depuis son départ en retraite en 2016, le général Nafti a travaillé en tant que conseiller principal en matière de sécurité à l'Institut tunisien pour les études stratégiques. Depuis 2013, il est conseiller principal en matière de sécurité au Centre pour les études stratégiques du Proche-Orient/Asie du Sud.

An illustration of a man's torso and neck. He is wearing a white dress shirt, a dark tie, and a pocket square. The pocket square features the flag of Libya, which consists of three horizontal stripes of red, black, and green, with a white crescent and a five-pointed star in the center. The left side of the man's body is covered in a green camouflage pattern. The background is a textured, light beige color.

L'ÉCHANGE DES ARMES CONTRE

L'AMBITION

Les petits commerces peuvent aider à stabiliser la Libye et donner de l'espoir aux ex-combattants

MUSTAFA ELSAGEZLI

Depuis 2011, la Libye traverse une crise presque inimaginable, dans laquelle tous les aspects de la société sont touchés par la violence.

Pendant cette période, le pays a fonctionné sur ce que l'on appelle parfois une « économie de la guerre », où un grand nombre de gens, pour la plupart des hommes jeunes, utilisent les armes comme seuls moyens de survivre. Les efforts précoces visant à réformer le secteur de la sécurité montrent que le nombre de combattants est stupéfiant. Un effort conduit par la Commission des affaires des combattants de Libye en 2012 a recueilli des données sur 162.000 ex-combattants révolutionnaires et membres des groupes armés. Un rapport de la BBC a répertorié 1.700 groupes de milice. Les chiffres réels peuvent être encore plus élevés, étant donné que, selon des estimations, il existe 20 millions d'armes dans l'ensemble de la Libye.

Alors que le pays essaie de reconstruire, il affronte un défi majeur. Comment ces gens peuvent-ils être réintégrés dans la société ? Comment peut-on leur montrer la voie d'une vie productive sans retour à la violence ? Comment les autres habitants peuvent-ils être sûrs que ces ex-combattants ne menaceront pas de nouveau la sécurité du pays ? Et comment nous autres, en tant que Libyens, pouvons-nous établir la base d'une paix durable ?

Le développement conduisant à la responsabilisation économique des jeunes et à l'expansion du secteur privé est crucial pour

bâtir la paix et stabiliser le pays. Les défis principaux des pays fragilisés et affectés par les conflits sont liés à l'édification de l'état et de la nation. Les enjeux au centre de l'édification de l'état sont la stabilisation et la réforme du secteur de la sécurité et du secteur public, le développement de l'économie et le passage d'une culture sujette aux conflits à une culture ancrée dans la paix. Une solution à ces défis peut être obtenue avec le développement des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'entrepreneuriat.

LES PME

Qu'est-ce donc qu'une PME ? La définition varie d'un pays à l'autre, mais la plupart des PME sont des commerces de détail qui emploient moins de 50 personnes. Les coiffeurs, les cafés, les magasins au coin de la rue, les boutiques d'ordinateur, les ateliers d'entretien, les petites usines ou les équipes de travaux de construction en sont des exemples. Certaines entreprises de taille moyenne employant jusqu'à 250 employés correspondent aussi à la définition. Les PME fournissent des emplois aux jeunes et augmentent la présence du secteur privé dans l'économie. Ceci a le potentiel de résoudre beaucoup des dysfonctionnements que l'état Libyen a enregistré dans son histoire.

Pendant des années, la Libye dépendait massivement des emplois gouvernementaux, et le secteur du pétrole et du gaz dominait l'économie. Cette économie rentière encourage une mentalité de dépendance. La vie politique et économique tourne autour du jeu à somme nulle consistant à contrôler les ressources de l'état. Cela doit changer. Les PME et l'entrepreneuriat peuvent faire passer l'économie d'une dépendance des revenus de pétrole et de gaz à une diversification qui tire profit des ressources de la Libye telles que sa situation géographique stratégique. Ceci a une importance additionnelle car le monde recherche des alternatives aux sources d'énergie basées sur les hydrocarbures, dont la Libye dépend pour la majorité de ses ressources.

Les PME et l'entrepreneuriat peuvent aussi aider l'économie centralisée de la Libye à se transformer en marché libre vibrant. Une



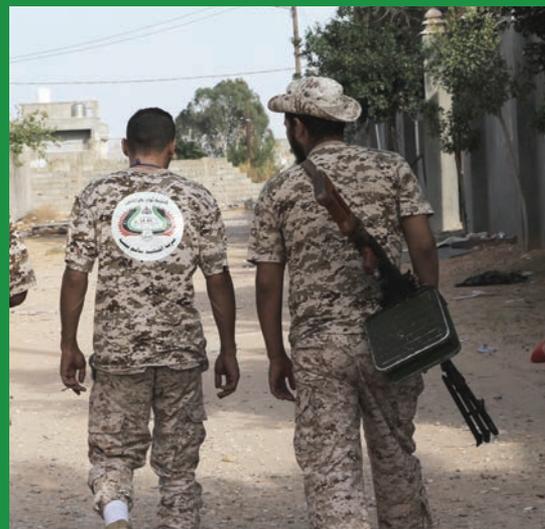
économie basée sur le marché libre, avec un grand secteur privé, peut renforcer les institutions de l'état en allégeant le fardeau assumé par l'état pour employer un grand nombre de personnes. Diverses estimations ont montré que jusqu'à 50 % de la population libyenne sont employés dans le secteur public.

LE RENOUVELLEMENT DE L'ESPOIR

La croissance de l'entrepreneuriat et des PME donnera l'espoir aux jeunes de Libye qui désespèrent d'avoir un meilleur avenir et qui sont déçus après les grands espoirs qu'ils avaient pour la révolution. La Libye a une population jeune qui peut être une source de richesse et de capital pour le développement ou, si elle est négligée, une source d'instabilité et un terrain propice pour la guerre. L'ouverture des chemins d'espoir pour les jeunes, y compris les ex-combattants et les membres des groupes armés, en leur fournissant des opportunités commerciales, aidera à instaurer la paix et la stabilité dans le pays.

La résolution du problème de la prolifération des armes et des milices a été le plus grand obstacle affronté par le gouvernement libyen au cours des huit dernières années. Lors d'interviews conduites par l'organisation I manage, le programme libyen pour la réintégration et le développement (LPRD), les ex-combattants et les membres des groupes armés ont indiqué un désir de déposer leurs armes et de participer à la reconstruction de l'économie, s'ils reçoivent des opportunités de petit commerce. En examinant les expériences des autres pays concernant les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration, il est certain que la fourniture aux ex-combattants d'un financement et des aptitudes nécessaires pour ouvrir un petit commerce est efficace.

Certains affirment que le développement ne peut pas être réalisé tant que la sécurité n'a pas été complètement instaurée, mais les exemples historiques montrent que c'est en fait le contraire qui est vrai. Le développement économique peut stimuler et responsabiliser tous les piliers de l'état et établir réellement la sécurité. Les membres des groupes armés et les ex-combattants sont par nature des entrepreneurs, car ils ont du courage et de l'ambition. Cette caractéristique de vaillance et de courage peut transformer une menace en opportunité si elle est orientée vers l'entrepreneuriat et le développement économique. L'enthousiasme concernant la création de leur propre commerce et les excellentes idées d'affaires que les ex-combattants ont exprimées lors des interviews LPRD montrent que nous pouvons les transformer en agents de stabilité et



de développement socioéconomique.

Notre recherche montre aussi que l'atteinte de l'objectif de développement socioéconomique et la responsabilisation économique des jeunes grâce aux PME s'accompagne de beaucoup de défis qui doivent être confrontés. Par exemple, dans un conflit comme celui de la Libye, les combattants sont souvent peu désireux d'abandonner leurs armes alors que d'autres restent armés. Ils ont peur que leurs adversaires armés saisissent le contrôle des ressources de l'état. En outre, la frustration augmente lorsque les combattants déposent leurs armes mais ne constatent pas d'opportunités économiques. Ces défis doivent être adressés.

TUMUH

En langue arabe, *tumuh* veut dire ambition. Nous pensons qu'un grand nombre de jeunes qui ont participé au conflit libyen ont une immense ambition, mais qu'ils ont besoin de la canaliser vers quelque chose de productif.

C'est pour cette raison que le LPRD a appelé son programme Tumuh : il est conçu pour ouvrir les portes de l'entrepreneuriat aux ex-combattants. Ce programme, lancé en 2013, cherche à fournir une formation professionnelle, un accès au financement, des conseils juridiques, la planification et le marketing pour aider les gens à fonder et gérer une affaire qui ait du succès. Tumuh avait été paralysé pendant cinq ans à cause des préoccupations en matière de sécurité, mais il a redémarré en novembre 2019.

L'objectif de Tumuh consiste à fournir des emplois et des opportunités de carrière à 70.000 ex-combattants. Nous pensons qu'en aidant ces gens à fonder leur propre commerce, ce ne sont



pas seulement eux qui seront aidés, mais aussi l'économie de toute la Libye.

Le LPRD a divisé ce plan en quatre phases :

- Cartographie économique et étude de faisabilité.
- Formation et réhabilitation des candidats.
- Lancement des projets de PME.
- Surveillance des progrès.

Nous avons engagé des experts locaux et internationaux pour dresser une carte économique nationale et une étude de faisabilité pour déterminer les projets qui sont mieux adaptés à chaque région du pays.

Après la phase initiale de cartographie, l'équipe cherchera à établir un développement soutenu. Initialement, 80 diplômés d'affaires ont été sélectionnés dans la base de données du LPRD pour être formés comme conseillers commerciaux. Avec l'aide des experts régionaux, les 80 candidats ont suivi une formation intensive sur des matières clés telles que le marketing, les ventes, la gestion de projet et la planification d'affaires. Ils ont aussi passé une période à l'étranger pour une formation supplémentaire afin de gagner une meilleure compréhension de ces matières.

En outre, les gestionnaires du LPRD ont ouvert quatre centres d'affaires, et en prévoient un total de huit. Ces centres joueront le rôle de centre de consultation accueillant des experts commerciaux qui pourront fournir un soutien plus individuel et des conseils de gestion commerciale.

Le LPRD a lancé un programme de partenaires appelé Bina, ce qui signifie « construire » en langue arabe. Ce programme, établi avec le soutien du ministère libyen de l'Économie et de l'Industrie, de la Banque islamique de

développement et de donateurs privés, vise à soutenir les petites entreprises florissantes. Il offre des services de formation, de mentorat et d'incubation pour les petits commerces.

LA MARCHÉ À SUIVRE

Le problème des milices et la prolifération des armes ont été l'obstacle majeur de la stabilisation et du développement de la Libye. Si le gouvernement libyen priorise la création des PME dans ses politiques, sa législation et ses programmes, il peut être assuré d'une transition pacifique pour ses jeunes, de la violence à la paix et au développement. Cette transition conduira à la stabilité et ouvrira la porte à davantage de réformes institutionnelles et économiques. Une plus grande stabilité se traduira aussi par le retour du développement de l'infrastructure, des investissements directs étrangers et de la croissance du secteur privé.

Les SME et l'entrepreneuriat fourniront des emplois et une responsabilisation économique aux communautés négligées qui seraient sinon une source d'instabilité. Nous pensons que Tumuh, Bina et des projets similaires ont un rôle à jouer. En montrant aux ex-combattants que l'investissement dans leur propre avenir peut être un investissement dans l'avenir de la Libye, nous pensons que les combattants qui ont joué un rôle dans la déstabilisation du pays peuvent montrer le chemin de la paix et de la prospérité. □

À gauche : des membres des forces alliées au gouvernement internationalement reconnu de la Libye portent des armes à Ain Zara (Tripoli).

REUTERS

Au-dessus : des combattants loyaux envers le gouvernement internationalement reconnu de la Libye marchent en dehors de Tripoli.

REUTERS



Mustafa El Sagezli est le fondateur et directeur général du Programme libyen pour la réintégration et le développement. Il était ministre de l'Intérieur adjoint dans le gouvernement libyen de transition et directeur fondateur de la Commission des affaires des combattants en 2011.

UNISOMIER



Un exercice naval étendu intègre les forces africaines

PERSONNEL D'ADF

Un membre de la garde côtière de Djibouti participe à une formation de visite, abordage, perquisition et saisie lors de l'Exercice maritime international 2019 et l'exercice Cutlass Express 19.2.

MATELOT ANDREA RUMPLE/
MARINE DES ÉTATS-UNIS

L'un des plus grands exercices maritimes du monde a inclus Djibouti en octobre et novembre 2019, en fournissant une formation aux forces navales et aux gardes côtières d'Afrique avec l'intention de préserver la liberté des mers.

Ces exercices navals ont eu lieu dans le golfe d'Aden et la mer Rouge dans le cadre de l'Exercice maritime international (IMX 19) de l'état-major unifié des États-Unis, zone centrale, exercice qui a réuni 5.000 participants provenant d'environ 50 pays. L'IMX a coïncidé avec l'exercice Cutlass Express 19.2 conduit par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et les forces navales des États-Unis pour l'Afrique.

Ces deux exercices, qui ont rassemblé des participants de Djibouti, de l'Égypte, du Kenya et d'autres pays, ont démontré la coopération mondiale pour préserver la liberté de navigation sur quelques-unes des voies de navigation stratégiques les plus importantes du monde, notamment le détroit de Bab-el-Mandeb et le canal de Suez.

Il était logique de combiner ces exercices, puisque les cinquième et sixième flottes des États-Unis sont engagées l'une à côté de l'autre dans l'océan Indien.

« La sécurité maritime ne peut pas être assurée de façon isolée ou en vase clos », déclare J. Alexander Hamilton, chef de mission adjoint de l'ambassade des États-Unis à Djibouti.

« Les océans sont vastes et la surveillance de cette étendue nécessite des partenariats entre toutes les parties prenantes pour protéger et sécuriser ces voies de salut vitales. »

Le but de l'IMX consistait à développer des capacités dans trois secteurs principaux : l'élimination des mines sous-marines ; l'interception des malfaiteurs transportant des cargaisons de contrebande à bord de navires civils ; et la protection des ports contre les attaques ennemies.

Djibouti a accueilli Task Force West (Force opérationnelle Ouest), l'un des trois groupes d'exercices dans le cadre de l'IMX. Les marins africains participants se sont concentrés sur des exercices de visite, abordage, perquisition et saisie ; plongée ; et fourniture des premiers secours aux victimes des combats. Les activités de Task Force West se sont étendues de la Corne de l'Afrique au port jordanien d'Aqaba.

Cutlass Express, concentré sur l'Afrique de l'Est et l'océan Indien occidental, a conduit des exercices supplémentaires à Madagascar, à l'île Maurice et aux Seychelles.

« Comme nous le savons tous, le crime en mer n'observe aucune ligne imaginaire que nous aurions tracé pour séparer nos flottes », déclare le contre-amiral Nancy Lacore, commandante adjointe de la sixième flotte des États-Unis. « Ils traversent librement l'océan Indien sans tenir compte de notre ligne de démarcation. » □





BATEMENT DU CŒUR
DE L'AFRIQUE



Abdulahi Abuker tisse des fils aux couleurs
vives dans l'étoffe traditionnelle appelée
alindi, qui était un pilier des vêtements
somaliens pendant des siècles. REUTERS



LES IMPORTATIONS DE VÊTEMENTS METTENT À L'ÉPREUVE LE CŒUR D'UN PAYS

PERSONNEL D'ADF

Lorsque le voyageur marocain légendaire Ibn Battûta s'est rendu dans ce qu'on appelle aujourd'hui la Somalie, entre 1330 et 1332, il prit note des étoffes extraordinairement tissées qu'il découvrit à la Corne de l'Afrique.

À cette époque, la Somalie était un acteur commercial majeur, en particulier à cause de sa position fortuite sur l'océan Indien. Son port était équidistant de Bagdad, du Caire et de l'Inde. La plaine du Jubaland en Somalie possédait beaucoup de champs de coton, ce qui permettait aux Somaliens de produire annuellement plus de 350.000 textiles, selon Somalipot.com.

Les techniques de tissage traditionnelles et les couleurs vibrantes qui égayaient les tissus ont persisté pendant des siècles. Ce tissu appelé alindi est un pilier de la mode féminine, des habits de mariage et autres.

Malgré la qualité et les efforts méticuleux nécessaires pour produire les textiles multicolores, l'industrie de l'alindi traverse une période difficile en Somalie. Ceci est dû principalement à l'influx de vêtements d'occasion moins chers, en provenance de Chine et d'autres pays. Les vêtements d'occasion représentent une industrie de 250 millions de dollars qui emploie plus de 350.000 personnes en Afrique de l'Est, selon l'Agence américaine pour le développement international. Cela peut être une bonne chose pour ceux qui trouvent un emploi dans l'industrie, mais une mauvaise chose pour ceux qui sont engagés dans le commerce des produits tissés traditionnels.

« Nous avons décidé d'exercer ce métier parce que nous étions au chômage », a déclaré le tisserand Mohamed Nor à l'agence de presse turque TRT World en octobre 2019. « Je ne connais aucun autre métier, comme celui de maçon ou de menuisier. Je sais seulement comment tisser. Mais il y a moins de travail aujourd'hui parce que les vêtements moins chers ont inondé les marchés. »

Malgré ces épreuves, certains tisserands continuent à exercer leur profession.

« Ces vêtements sont bien meilleurs que les vêtements importés, parce que la qualité est meilleure puisqu'ils ont été tissés à la main », déclare Haji Abukar, propriétaire d'une boutique de tissage somalienne. « Le marché est mauvais en ce moment, mais je continuerai à vendre les vêtements traditionnels et aussi à dire aux gens qu'ils ne sont pas chers. »

La tradition alindi montre que, même après des décennies d'épreuves, de guerre et de conflit extrémiste, des éléments de la culture aux couleurs vives de la Somalie survivent.

LE DÉVELOPPEMENT DES LIENS DE CONFIANCE

Les forces de sécurité pensent que les projets civilo-militaires au Mali conduiront à l'amélioration de la sécurité

PERSONNEL D'ADF

U jour du mois d'août dans le village de Gossi (Mali), un groupe s'est réuni pour célébrer l'ouverture d'un nouvel immeuble pour l'association locale des femmes.

Cette humble structure en argile était une rare lueur d'espoir pour cette ville du désert d'environ 8.000 habitants, qui avait vécu des années de violence.

« Après les heures noires traversées par les habitants de Gossi, nous félicitons ces femmes pour leur approche », a déclaré le lieutenant Yacouba de la Garde nationale malienne pendant la cérémonie.

L'association des femmes, qui compte environ 250 membres, est un pilier de stabilité pour la ville. Avant la crise de 2012 au Mali, l'association gérait un moulin à vent pour meuler la graine de coton et produire de l'huile de cuisine. La vente de l'huile soutenait de nombreuses familles. Mais les attaques répétées des extrémistes ont endommagé le moulin et l'édifice de l'association des femmes. Plus tragique encore, un grand nombre de femmes ont perdu leur mari dans le conflit.

Lorsque l'association a tendu le bras aux Forces armées françaises et maliennes (FAMA) pour obtenir de l'aide dans le but de reconstruire l'association et un centre de garde d'enfants, afin de permettre aux femmes de travailler pendant la journée, les équipes civilo-militaires ont accepté avec empressement.





Un soldat français participant à l'Opération Barkhane assiste à une cérémonie commémorant l'ouverture d'un projet de coopération civilo-militaire à Gossi (Mali).

MINISTÈRE FRANÇAIS DE LA DÉFENSE

« Avant que les FAMA et Barkhane ne viennent ici, tout le monde avait tellement peur qu'ils restaient chez eux », déclare Mme Dicko, présidente de l'association des femmes. « La plupart des femmes de Gossi sont devenues veuves et beaucoup d'enfants sont orphelins. Mais aujourd'hui nous nous sentons en sécurité parce qu'ils sont ici devant nous. Nous pouvons sortir, aller au marché et même aller nous promener pendant la nuit. Avant, cela aurait été impossible. »

Alors que les attaques par les extrémistes prolifèrent dans cette région tourmentée, les forces françaises et maliennes s'efforcent de mettre en place une stratégie pour regagner le soutien de la population locale qui a été si terriblement malmenée par des années de conflit. En 2019, les forces de Barkhane et du Mali ont mis en œuvre plus de 75 projets civilo-militaires, y compris le forage des puits d'eau, l'offre de soutien aux pastoraux et la construction des écoles. Près de la moitié de ces projets ont été conduits dans la région du Liptako-Gourma, qui inclut Gossi et qui se trouve près de la frontière avec le Niger et le Burkina Faso.

On espère que cette stratégie civilo-militaire fera autant que les efforts militaires de frappe pour améliorer la vie et conduire à une paix durable.

« Vous participez à la reconstruction du pays ; assurez-vous que la solidarité malienne ne soit jamais rompue », a déclaré le lieutenant Yacouba à la foule rassemblée à Gossi. « Nous vous donnons les clés de ces immeubles pour que vous puissiez assurer le développement de ce projet. Nous sommes avec vous. »

La confiance ébranlée

Le gouvernement du Mali s'était presque effondré en 2012 à la suite d'une rébellion dans le Nord, d'une tentative de coup d'état et de l'occupation de 60 % du territoire par une coalition de Touaregs ethniques et d'extrémistes violents.

La confiance dans le secteur de la sécurité, qui était toujours douteuse, était devenue plus basse que jamais. Les accusations d'abus des droits humains, de corruption et de népotisme ternirent l'image des professionnels de la sécurité, y compris les FAMA, les gendarmes, la garde nationale et la police.

Pendant la crise, les récits concernant les soldats mal équipés qui abandonnaient leur position et les plaintes selon lesquelles les patrouilles n'avaient pas suffisamment de carburant pour leur camion ont fait empirer les choses.

« Lorsque je constate le niveau de mon armée, j'ai peur », a déclaré le ministre malien de la Défense Ibrahim Dahirou Dembélé lors d'une allocution au parlement. « Je veux atteindre le niveau des autres armées, et le moment est venu pour que le Mali prenne les choses en main. »

Un autre facteur de complexité est le fait que la majorité du soulèvement s'est produite dans le Nord du pays, alors que les FAMA étaient constituées principalement de soldats du Sud. Lors d'une étude des efforts déployés pour réformer les FAMA, le chercheur Marc-André Boisvert déclare que les forces armées ont

besoin d'apprendre « la langue, la culture et les réalités quotidiennes » de la population qu'elles avaient juré de protéger.

« Les FAMA restent un corps éloigné de leur propre territoire, écrit M. Boisvert. Les soldats en provenance du Sud ne connaissent pas les populations locales du Nord. »

Pour protéger le public, les forces armées devaient d'abord gagner leur confiance.

La CIMIC

Les projets de coopération civilo-militaire (CIMIC) font partie d'une vaste catégorie qui peut inclure les travaux d'infrastructure, l'aide humanitaire, le dialogue communautaire et plus encore. Les meilleurs projets CIMIC ont un impact en « 3D », ce qui veut dire qu'ils aident à soutenir la défense, le développement et la diplomatie.

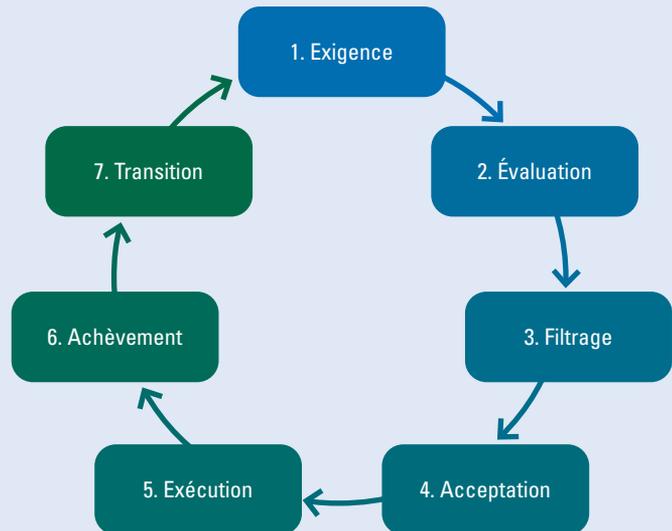
En plus d'aider à améliorer la vie de ceux qui se



Les sept étapes d'un projet CIMIC

1. Recevoir les demandes de la communauté.
2. S'assurer qu'il soutient la mission.
3. Confirmer qu'il ne duplique pas un effort existant.
4. Recruter une aide locale.
5. Établir l'appropriation locale.
6. Fournir l'appui.
7. Remettre en bon état de marche

Source : Centre d'excellence CIMIC de l'OTAN





Des enfants reçoivent des trousseaux scolaires lors d'un événement conduit par des soldats français du civilo-militaire à Gossi (Mali).
MINISTÈRE FRANÇAIS DE LA DÉFENSE

« L'objectif consiste à essayer de restaurer la paix, non pas par le combat mais par les projets sociaux et structurels. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que nous pouvons accomplir cela ensemble. » ~ Lieutenant Émilie, spécialiste CIMIC auprès des Forces armées françaises.



trouvent dans les zones qui émergent d'un conflit, ils peuvent obtenir des « dividendes de paix » en montrant à la communauté les avantages économiques de la stabilité. Les projets améliorent la réputation des forces armées et peuvent souvent ouvrir des voies de communication entre les soldats et les civils. Les projets CIMIC savent aussi le soutien aux insurrections dans les situations où les combattants reçoivent de l'aide ou sont impliqués dans la communauté.

Le Centre d'excellence CIMIC de l'OTAN conseille vivement aux professionnels de poser des questions avant de s'engager dans un projet. Ces questions incluent :

- **Ce projet fait-il du mal ?** Certains projets peuvent conduire à la concurrence, la jalousie ou les préjugés dans une communauté.
- **Comment ce projet affectera-t-il les autres communautés ?** Certains projets peuvent nuire aux relations intercommunautaires en donnant un avantage inéquitable à l'une aux dépens de l'autre.
- **Qui bénéficiera le plus du projet ?** Certains projets profitent seulement à certains groupes, par exemple les hommes, les femmes, les enfants ou les personnes âgées. D'autres peuvent profiter à

seulement une certaine classe sociale, une religion ou un groupe ethnique.

- **Les ressources sont-elles sécurisées ?** Le projet risque-t-il d'être dérobé ou détruit par des acteurs malveillants ?
- **Y a-t-il quelqu'un d'autre dans la région qui fait quelque chose de semblable ?** Les projets qui font concurrence aux entreprises locales ou qui les déplacent peuvent avoir des effets négatifs non anticipés.

Une image en voie de rétablissement

En 2019, l'Opération Barkhane de la France a ouvert une base à Gossi. Il était prévu qu'elle soit une « base temporaire avancée » permettant de lancer des missions contre les extrémistes dans la région volatile du Liptako-Gourma. La région des trois frontières est devenue l'une des plus mortelles du monde. En 2019, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont enregistré 4.779 décès dus à la violence extrémiste ou au conflit armé. La plupart se sont produits dans la région des trois frontières.

Les forces maliennes et françaises savaient que, pour restaurer la sécurité, il faudrait prioriser la CIMIC.



« L'objectif consiste à essayer de restaurer la paix, non pas par le combat mais par les projets sociaux et structurels », déclare le lieutenant Émilie, spécialiste CIMIC auprès des Forces armées françaises. « Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que nous pouvons accomplir cela ensemble. »

Gossi est fortement dépendante d'un lac d'une longueur de 14 kilomètres qui est vital pour la pêche, le pâturage et l'irrigation. La mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali a construit une digue pour empêcher l'assèchement du lac. Les équipes de Barkhane et des FAMA ont investi des fonds pour exploiter un petit navire permettant de transporter les écoliers de l'autre côté du lac, afin qu'ils puissent se rendre à l'école. L'équipe CIMIC a aussi organisé des « journées de propreté » où les soldats et les civils ramassent les ordures et nettoient les rues. Finalement, l'équipe CIMIC a remis un puits en service et a construit un mur autour d'une école primaire.

« Depuis notre arrivée, nous avons mis l'accent sur l'eau, l'éducation et l'emploi », déclare l'adjudant Pierre, chef de la CIMIC pour l'Opération Barkhane à Gossi. « L'oisiveté est un terrain fertile qui conduit au

banditisme. »

Jusqu'à présent, il est impossible de juger de l'impact qu'ont ces efforts, mais des données récentes indiquent une augmentation du soutien public pour l'armée malienne. Un sondage de la fondation allemande Friedrich-Ebert a montré que 69 % des Maliens déclarent qu'ils font confiance aux FAMA pour leur sécurité. C'est le taux de favorabilité le plus élevé de tout organisme de sécurité dans le pays.

En février 2020, le Dr Boubou Cissé, Premier ministre du Mali, a passé plusieurs jours à visiter les villes du Nord du pays et a annoncé des plans pour recruter 10.000 nouveaux membres des FAMA.

« Grâce à ce voyage, j'emporte avec moi la détermination et la résilience de la population qui affronte une crise, a-t-il déclaré. Malgré ces difficultés quotidiennes, ils gardent leur espoir dans le Mali et dans les autorités. En retour, nous allons leur montrer que les autorités sont à leurs côtés. » □

Des soldats français parlent avec des civils pendant la consécration d'un petit navire utilisé pour transporter les enfants sur le lac pour qu'ils puissent aller à l'école à Gossi (Mali).

MINISTÈRE FRANÇAIS DE LA DÉFENSE





L'UGANDA OFFRE DES LEÇONS SUR LA FAÇON DE RÉINTÉGRER LES EX-COMBATTANTS ENNEMIS, Y COMPRIS CEUX QUI AVAIENT ÉTÉ ENLEVÉS LORSQU'ILS ÉTAIENT ENFANTS.

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR REUTERS

S'il existe un pays qui sait ce qu'est le désarmement, la démobilisation et la réintégration des combattants ennemis, c'est bien l'Ouganda, du fait de son expérience avec l'Armée de résistance du Seigneur.

L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony est essentiellement inactive aujourd'hui, mais pendant ses années violentes, qui ont commencé en 1987, elle a fait de gros dégâts dans l'Ouganda. Le groupe a massacré 100.000 personnes et déplacé 1,7 million. Joseph Kony et ses combattants ont enlevé des dizaines de milliers d'enfants, pour les transformer en combattants endurcis et en « épouses » des rebelles. Ses enfants soldats ont appris à violer, torturer et massacrer.

Les combattants qui se sont échappés de la LRA et sont revenus dans leur village font face à une réception incertaine. Beaucoup d'entre eux sont accueillis joyeusement à bras ouverts. D'autres font face à l'indifférence, ayant été capturés il y a si longtemps que personne ne se souvient d'eux. D'autres enfin sont traités comme des criminels et envoyés en prison.

Par nécessité, l'Ouganda a élaboré depuis des années des programmes ponctuels de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Dans bien des cas, lorsque les membres de la LRA reviennent, il n'y a pas de DDR parce que leur défection n'a jamais été signalée.

Dans son rapport intitulé « Le défi du DDR dans le Nord de l'Ouganda : l'Armée de résistance du Seigneur », la journaliste Anna Borzello note que les centres de réception établis pour les combattants déserteurs vers 2007 ont souffert de nombreuses lacunes, y compris la non-standardisation des conseils, des colis de rentrée à la maison, des durées de séjour et de l'approche d'ensemble. Les ex-combattants ont souvent été placés

Des enfants congolais employés dans des conflits armés reçoivent un soutien psychosocial au Centre de transit et d'orientation (CTO) de la République démocratique du Congo.

La réintégration **DES ANCIENS EXTRÉMISTES**

dans des camps de réfugiés « où la situation est marquée par la misère et l'insécurité ».

« Alors que la communauté accueille en général ceux qui rentrent à la maison, la stigmatisation est courante, écrit Mme Borzello. Les colis ou la formation professionnelle fournis aux réfugiés peuvent provoquer l'animosité des civils. »

L'âge des combattants qui reviennent a été un problème, et l'est toujours. Un grand nombre de ces combattants étaient des enfants lorsqu'ils ont été enlevés, et beaucoup d'entre eux sont devenus des tueurs. Seront-ils donc traités comme des victimes d'enlèvement ou comme des ex-combattants ?

« L'accent mis sur les rapatriés en tant qu'enfants et victimes peut perturber l'efficacité de la réintégration, déclare Mme Borzello. Bien que beaucoup de rapatriés soient profondément troublés par leurs expériences, d'autres se sont adaptés à la vie dans la brousse et sont même arrivés à l'apprécier. »

Une étude du Centre Stimson, groupe de recherche politique, s'est concentrée sur les défis DDR particuliers de l'Ouganda, en notant que les initiatives prises « n'ont pas de stratégie cohérente ». Le centre identifie trois problèmes spécifiques :

- Les communautés locales sont mécontentes des programmes de relocalisation fournis par le gouvernement pour les combattants déserteurs de la LRA, parce qu'ils sont considérés comme des récompenses pour la violence. Les programmes, qui s'inscrivent dans le cadre de la Loi ougandaise sur l'amnistie de 2000, offraient un « étalage visible de ressources » aux déserteurs de la LRA, que les membres des communautés civiles appauvries n'ont pas reçus.
- Les habitants locaux constatent aussi comment les organismes internationaux ont soutenu ces programmes pour les ex-combattants. La communauté au sens large n'a pas reçu de tels programmes

« malgré le fait qu'il puisse exister un besoin plus pressant parmi les jeunes de la communauté ».

- Les ex-combattants sont mécontents des différents niveaux d'aide qu'ils ont reçus. Un combattant enlevé qui a passé seulement quelques semaines avec la LRA avant de s'enfuir pourrait recevoir beaucoup plus d'aide qu'un membre de la LRA qui a été enlevé et a participé à des combats pendant plus de dix ans.

L'ÉTUDE DE L'OUGANDA

Les responsables gouvernementaux, les Nations unies et les organisations non gouvernementales (ONG) étudient les programmes DDR de l'Ouganda, de la Somalie et d'autres régions d'Afrique de l'Est, pour déterminer comment améliorer les programmes DDR dans le monde.

Après avoir étudié les échecs et les succès du programme DDR de l'Ouganda, l'université des Nations unies a produit un rapport en 2015 pour décrire les problèmes liés aux plans DDR. Ceux-ci incluent :

- En cas de conflit en cours, la volonté politique nécessaire pour établir de plein gré des programmes DDR pourrait ne pas exister, ce qui remet en question l'efficacité des efforts DDR dans de tels environnements.
- Les conflits en cours empêchent la reprise économique requise pour absorber les ex-combattants qui rejoignent la population active. Cela met en doute la façon de concevoir des programmes DDR efficaces qui empêcheront la récurrence ou la criminalisation lorsque le conflit sera finalement terminé.
- Peu d'informations sont disponibles sur l'interaction entre le DDR et les opérations militaires en cours de l'ennemi. L'existence des opérations militaires ennemies sape-t-elle les programmes DDR ou les encourage-t-elle ?
- Le rôle croissant des gouvernements locaux, régionaux et internationaux, ainsi que celui des ONG



Des enfants congolais employés dans des conflits armés reçoivent un soutien psychosocial dans un centre de traitement de la République démocratique du Congo.



Des ex-enfants soldats marchent dans un défilé lors d'une cérémonie de libération au Soudan du Sud.

et des entrepreneurs, dans les programmes DDR provoque une variété de défis juridiques, opérationnels et stratégiques. Que se passe-t-il si les groupes impliqués ont des principes et des normes de droit humain incohérents ?

- Quels sont les défis juridiques et opérationnels concernant les combattants déserteurs dont on sait qu'ils ont été membres de groupes terroristes violents ?

La recherche de Mme Borzello soulève d'autres questions similaires. Elle note que, lorsqu'un conflit se termine finalement, l'argent est nécessaire pour démanteler les camps de personnes déplacées internes, pour relocaliser la population et pour reconstruire la région. « Ce processus coûtera cher et nécessitera un engagement de la part du gouvernement ougandais et des donateurs internationaux », déclare-t-elle. Elle remarque que les forces de police et les tribunaux devront être renforcés pour que la justice soit appliquée et que le passé soit enterré. La question des crimes de guerre doit être résolue.

LES TROIS TYPES DE COMBATTANTS

Prosper Nzekani Zena, écrivant pour le Centre africain des études stratégiques, déclare que les candidats au DDR dans les environnements d'après-guerre peuvent être divisés en trois groupes : les acteurs armés qui se démobilisent volontairement eux-mêmes une fois qu'une structure de paix viable semble être en place, les combattants qui continuent à avoir des intérêts personnels dans le militantisme, et les combattants qui hésitent à déposer leurs armes par peur des conséquences. M. Zena déclare que c'est le troisième groupe qui offre le meilleur potentiel de succès pour le DDR.

« Ils hésitent à déposer leurs armes parce qu'ils ont peur d'être exposés et vulnérables dans un environnement insécurisé, incertain et volatil, écrit M. Zena. Ils manquent d'alternatives appropriées pour avoir des revenus, et ils peuvent donc se préoccuper du fait que le désarmement pourrait conduire à une diminution de leur

bien-être. Toutefois, ils ont peu de raison ou d'intérêt à continuer d'être combattants. Ce sont des indécis qui ont besoin d'encouragement et d'un chemin viable et graduel pour rejeter le militantisme. »

M. Zena a découvert que l'ingrédient clé du succès est de démontrer à ces combattants qu'ils ont une voie à suivre pour déposer leurs armes et retourner à la vie civile.

« En fournissant des opportunités adéquates pour un désarmement sécurisé, un soutien financier et psychologique pour la transition à la vie civile, et des opportunités et une formation suffisantes pour gagner leur vie, le DDR peut éloigner ces combattants indécis du militantisme, écrit M. Zena. Ceci affaiblit aussi indirectement les combattants endurcis en réduisant le nombre de leurs sympathisants. »

M. Zena et d'autres chercheurs ont déclaré que les deux premières composantes du DDR, la démobilisation et le désarmement, ne posent pas en général de problème pour tendre le bras aux combattants indécis. La démobilisation peut être politiquement sensible mais ces problèmes sont souvent de courte durée. Le désarmement consiste souvent à organiser des sites de collecte sécurisés où les combattants qui s'y rendent ne se sentent pas vulnérables. La troisième composante, réintégration des ex-combattants dans la vie civile, est la plus difficile.

La réintégration concerne les tâches telles que la formation professionnelle, les prêts, le placement professionnel, aider les anciens ennemis à s'intégrer dans des environnements pacifiques et les aider à trouver des foyers permanents. La réintégration est la phase pendant laquelle tout peut mal tourner. Les ex-combattants qui déposent leurs armes et font face à de longues périodes de réintégration peuvent devenir frustrés et aigris par le processus DDR. Une réintégration incomplète et inefficace constitue le plus grand risque du retour à la violence armée.

« La réintégration est l'aspect le plus complexe et le plus crucial du DDR, mais il lui est accordé le moins de priorité. » □



LES ENFANTS DU FUSIL

**METTRE FIN À L'EMPLOI DES ENFANTS SOLDATS VA NÉCESSITER
UN ENGAGEMENT PROLONGÉ ENVERS LA RÉINTÉGRATION**

PERSONNEL D'ADF

M.K. admet lui-même qu'il était un enfant turbulent.

Ce garçon de l'île d'Idjwi était mauvais élève. Il n'écoutait ni ses parents ni ses professeurs. À l'âge de 13 ans, il s'était rendu à Goma, dans la province du Nord-Kivu de la République démocratique du Congo (RDC), pour rendre visite à son frère aîné. Là-bas, des membres du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) sont venus en voiture et l'ont arrêté, en lui demandant une pièce d'identité.

Lorsque M.K. leur déclara qu'il n'avait pas d'identification, les membres de cette milice congolaise tutsi anti-gouvernementale le ligotèrent, le mirent dans la voiture et le conduisirent dans leur camp de Kitchanga, où ils le jetèrent dans un trou. Il y resta pendant deux mois.

« Ensuite, ils me firent sortir pour m'interroger », déclare M.K. aux bénévoles du Service de l'enfance et de la santé de la RDC. « Il fallait que je choisisse entre mourir et travailler pour eux ! Ils m'ont donné deux heures (avec de l'eau et de la nourriture) pour y songer. Je me suis dit que si je refusais, je mourrais parce que personne ne viendrait m'aider ou n'avertirait ma famille. Si je travaillais pour eux, je réussirais un jour à trouver une solution. »

M.K. apprit rapidement comment saluer et comment manier une arme. Ses ravisseurs le désignèrent pour servir d'escorte à un major de la milice. Il commença à fumer de la marijuana pour s'efforcer d'oublier sa famille. Lorsque le CNDP et les Forces armées de la RDC (FARDC) signèrent un accord de paix en 2009, M.K. continua à travailler pour son commandant sous l'autorité des FARDC. Un an plus tard, la mission de maintien de la paix des Nations unies en RDC l'amena au Centre de transit et d'orientation (CTO) pour le réhabiliter.

« Au cours des deux mois suivant mon arrivée au CTO, j'ai reconstruit ma vie en partant de zéro, pour pouvoir être une meilleure personne et être en mesure d'aider ma famille », déclare M.K.

L'histoire de M.K. est un récit bien connu pour des milliers d'enfants d'Afrique. Beaucoup d'entre eux sont enlevés et enrôlés de force dans les milices. Beaucoup sont placés en première ligne comme fantassins, avec un fusil. D'autres travaillent comme cuisiniers, espions, porteurs, accompagnateurs, messagers et parfois esclaves à des fins domestiques ou sexuelles. Certains ont à peine 8 ans.



De jeunes Sud-Soudanais qui ont déposé leurs armes participent à une cérémonie de libération au Soudan du Sud.

REUTERS

Cette expérience peut marquer les enfants à vie – s'ils survivent. Ceux qui ont la chance de s'échapper ou d'être libérés doivent être réhabilités, processus qui exige des investissements importants de temps, de ressources et de programmes pour assurer que les jeunes qui quittent le champ de bataille puissent rentrer dans la société et y être productifs et sécurisés.

LA DIMENSION DU PROBLÈME

Certains ont estimé qu'environ 40 % de tous les enfants soldats se trouvent en Afrique, mais le problème existe dans le monde entier. Les enfants ont aussi été exploités de cette façon en Afghanistan, en Birmanie, en Colombie, en Irak, aux Philippines, en Syrie et au Yémen au cours des dernières années.

Les chiffres sont aussi en augmentation. Child Soldiers International, dont les programmes sont maintenant gérés par l'Initiative Enfants soldats de Roméo Dallaire, a signalé dans un rapport de février 2019 que le nombre

d'enfants soldats dans le monde avait augmenté de 159 % en cinq ans. Cet ancien groupe de défense des droits humains basé à Londres a déclaré qu'il avait documenté 30.000 cas de recrutement depuis 2012. Il est presque certain que beaucoup d'autres n'ont pas été signalés.

Ce groupe a déclaré au Defense Post que 3.159 enfants avaient été recrutés dans 12 pays en 2012. En 2017, ce chiffre a grimpé à 8.185 enfants dans 15 pays. Les incidents de violence sexuelle contre les enfants ont aussi bondi de 40 %. En 2012, il y avait 679 cas documentés. En 2017, ils étaient 951.

« Le recrutement des enfants est l'un des problèmes les plus désespérants liés aux droits humains à notre époque », a déclaré Isabelle Guitard, à l'époque directrice de Child Soldiers International, au Defense Post. « Ces statistiques à elles seules sont choquantes et ne font probablement qu'effleurer le problème, comparé à la vraie dimension mondiale de l'exploitation des enfants par les acteurs armés. »

L'emploi des enfants dans les conflits armés, par un gouvernement, un parti, un groupe rebelle ou une milice, satisfait la plupart des critères de ce que le Conseil de sécurité des Nations unies appelle les « six violations graves des droits des enfants en temps de guerre ».

Ces six violations sont :

- Le recrutement et l'exploitation des enfants.
- Les meurtres et les mutilations d'enfants.
- Les violences sexuelles sur les enfants.
- Les attaques contre les écoles et les hôpitaux.
- Les enlèvements d'enfants.
- Le refus de laisser les enfants accéder à l'aide humanitaire.

Cette liste éclaire le rapport mondial annuel du secrétaire général des Nations unies sur « Les Enfants et le Conflit Armé », dans lequel les violateurs, entre autres, sont « nommés et couverts de honte » pour leurs violations. Le rapport de 2018 du secrétaire général, qui a été publié en juin 2019, a relevé certains exemples parmi les plus graves du non-respect des droits des enfants depuis que ce type de rapport est publié. Plus de 24.000 violations ont été enregistrées dans 20 conflits mondiaux.

Ce total inclut le recrutement de plus de 7.000 enfants pour des rôles de combat et de soutien au combat. La Somalie possède le nombre le plus élevé d'enfants recrutés, suivie par le Nigeria et la Syrie, selon le rapport de l'ONU. Les statistiques d'exploitation sexuelle demeurent élevées avec 933 cas, total qui est sans doute bien inférieur au nombre réel de cas à cause des omissions dues aux stigmates associés. Ici aussi, les chiffres les plus élevés proviennent de la Somalie, suivie de la RDC.

Les enlèvements d'enfants ont continué en 2018, pour atteindre près de 2.500 cas signalés, dont plus de la moitié en Somalie.

POURQUOI RECRUTER LES ENFANTS ?

Lorsqu'on considère la cruauté et les horreurs des conflits armés, on peut se poser une question logique : pourquoi recruter des enfants qui vont mener une existence si atroce et exigeante ?

Les vulnérabilités profondes des enfants servent souvent de justification pour leur recrutement. Les enfants sont considérés par de nombreux groupes comme étant sacrificiables. Puisqu'ils ne sont pas encore mûrs, ils ne possèdent pas d'esprit critique et de personnalité bien formée. Certains pourraient avoir moins peur que des adultes du fait de leur incapacité à évaluer de façon critique les dangers potentiels auxquels ils font face.

À cause de ce manque de maturité affective et personnelle, ils peuvent être plus facilement influencés et contrôlés, selon l'African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (Centre africain pour la résolution constructive des litiges, ACCORD). S'ils perdent leurs parents ou

d'autres membres de leur famille, ils peuvent offrir leur loyauté à quelqu'un d'autre, en particulier quelqu'un qui « détient le pouvoir de récompenser et de punir », selon Michael Wessells, auteur de *Child Soldiers: From Violence to Protection* (Enfants soldats : de la violence à la protection).

La prolifération des armes légères dans toute l'Afrique et dans d'autres zones de conflit permet aussi aux enfants de brandir les outils de la guerre. Le fusil d'assaut Kalachnikov AK-47, qui est une arme courante en Afrique, est facilement utilisé par les jeunes, de même que la plupart des pistolets et des fusils, et même les machettes.

La réintégration est essentielle pour rompre le cycle de violence et pour aider à éviter les stigmates dans les communautés des enfants. Si on manque d'investir du temps et de l'argent dans ce processus, cela risque de réduire à néant les acquis de paix et de sécurité.

COMMENT LES ENFANTS SONT RECRUTÉS

Les dommages infligés aux enfants qui participent à une guerre ou à un conflit sont universels. Toutefois, les raisons pour cela et les méthodes de recrutement des enfants pour les employer comme soldats ne le sont pas.

Le recrutement des enfants appartient à l'une de deux grandes catégories : le recrutement forcé et le recrutement volontaire.

Dans le recrutement forcé, les enfants sont typiquement enlevés et forcés de participer au combat, ou bien ils naissent au sein des milices ou des groupes rebelles armés.

On estime que l'Armée de résistance du Seigneur, groupe extrémiste basé en Ouganda et notable pour enlever et armer les enfants, a recruté de force des dizaines de milliers d'enfants depuis sa formation vers le milieu des années 80.

Les raisons pour lesquelles certains enfants se portent volontaires pour se battre pour les milices et les groupes armés sont plus complexes. Cela se produit parfois parce qu'ils perçoivent une discrimination contre leur peuple ou une répression de la part des autorités gouvernementales. De même, la pauvreté et le manque d'emploi et d'éducation ou la disparition du soutien communautaire à cause d'un conflit peut pousser les jeunes à rejoindre un groupe armé, selon ACCORD.

Dans certains cas, les enfants peuvent considérer les groupes armés comme la seule option qu'ils ont

pour obtenir la sécurité, la nourriture, l'argent ou l'approbation. Ceci peut être aussi simple qu'une promesse de salaire, un paiement forfaitaire, un butin de guerre, des stupéfiants ou de l'alcool. L'opportunité de monter en grade et de se lier à un groupe de personnes partageant les mêmes points de vue ne peut pas non plus être sous-estimée.

Même dans ce cas, les enfants ne peuvent pas être considérés comme étant entièrement responsables de leur recrutement volontaire. Rejoindre un groupe armé n'est pas en général une option de jeune, même pour ceux qui ne sont pas victimes d'un enlèvement. Parfois, les enfants déterminent qu'ils pourraient avoir une meilleure chance de survivre s'ils rejoignaient de tels groupes.



Un jeune rebelle de la Seleka se tient près du palais présidentiel à Bangui (République centrafricaine).

AFP/GETTY IMAGES

« Autrement dit, la condamnation universelle du recrutement des enfants soldats doit prendre en compte la question des alternatives, selon le rapport d'ACCORD. Que se passe-t-il si l'alternative est pire que de devenir enfant soldat ? Et si le recrutement et le re-recrutement des enfants soldats doivent être empêchés, l'environnement économique, social et personnel des recrues potentielles doit être pris en compte. »

LA RÉINTÉGRATION DES ENFANTS SOLDATS

Les enfants qui survivent les horreurs des combats et de leur participation aux groupes armés doivent être conseillés, formés et soutenus dans le cadre d'un programme complet de réintégration. Les besoins sont stupéfiants car les services sont coûteux et nécessitent plusieurs années de participation pour que les jeunes soient pleinement réintégrés en société.

Selon le rapport de 2018 du secrétaire général de l'ONU, 13.600 enfants ont bénéficié d'un soutien pour leur libération et leur réintégration, une hausse comparée à 12.000 en 2017. En Afrique, 2.253 enfants ont été libérés des mains des groupes armés dans la RDC, 883 au Nigeria et 785 en République centrafricaine.

« La libération des enfants des mains des éléments armés est essentielle, mais il s'agit seulement d'une première étape », selon un rapport de l'ONU de 2018 sur la réintégration. « La fourniture de services adéquats aux enfants qui ont été officiellement libérés, ainsi que les bras tendus à ceux qui se sont échappés ou qui ont été libérés de façon informelle, est une entreprise monumentale. »

La réintégration est essentielle pour rompre le cycle de violence et pour aider à éviter les stigmates dans les communautés des enfants. Si on manque d'investir du temps et de l'argent dans ce processus, cela risque de réduire à néant les acquis de paix et de sécurité.

Le succès des efforts de réintégration dépend de certains principes directeurs, selon l'ONU. D'abord, de tels programmes doivent considérer l'intérêt des enfants, et non pas seulement les préoccupations existantes concernant la sécurité ou la politique. Les enfants associés aux groupes armés doivent aussi être considérés principalement comme des victimes. Il faut éviter les poursuites judiciaires et la détention si cela est possible, et favoriser la réintégration. Finalement, les enfants ont le droit de vivre, de survivre et de croître. Ce droit est lié à des besoins physiques, spirituels, moraux et sociaux.

Les programmes de réintégration efficaces devraient inclure les composantes suivantes :

Soutien psychologique et santé mentale :

Le traumatisme subi par les enfants soldats peut rendre difficile leur retour chez eux. Les jeunes auront besoin d'aide pour retrouver leur place dans la société une fois qu'ils auront été délivrés des combats.

Opportunités d'éducation et de formation professionnelle : Les conflits peuvent fermer les écoles et entraver les activités économiques. « L'offre donnée aux anciens enfants soldats d'une alternative viable, au lieu du port d'arme, peut être l'aspect le plus important de la réintégration », selon l'ONU.

Programmes sexospécifiques : Les expériences des jeunes filles sont uniques et elles sont souvent victimes de la violence sexuelle, de la grossesse et des stigmates. Les jeunes filles sont souvent peu disposées à rejoindre des programmes de réintégration parce qu'elles ont peur d'être rejetées par leur famille. Ces programmes doivent donner priorité à leur



éducation et leur formation professionnelle.

La réintégration est un processus à long terme. Elle nécessitera un financement adéquat pendant la période requise. Sa réalisation achèvera le processus de guérison et aidera à empêcher les enfants de retomber entre les mains des groupes armés.

DES LUEURS D'ESPOIR

Bien que le problème persiste, les responsables d'Afrique et d'ailleurs se rendent compte des dommages subis par les enfants au combat. Une conférence en novembre 2019 à Juba (Soudan du Sud) a réuni des responsables du gouvernement et des forces de l'opposition pour discuter de l'emploi des enfants soldats, selon ReliefWeb.

Plus de 50 responsables de haut rang ont participé à cette conférence de trois jours

conduite par l'Unité de protection des enfants de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud et par l'Unicef.

Les participants ont décrit plusieurs actions, y compris l'éducation des officiers subalternes sur cette question, l'amélioration des méthodes pour identifier les jeunes de moins de 18 ans, et des efforts accrus pour chercher et libérer les enfants qui travaillent comme soldats. La conférence a aussi souligné que la réintégration était une composante cruciale.

« Les enfants doivent être dissuadés de se joindre aux forces armées et encouragés plutôt à aller à l'école », a déclaré Andrew Oluku, officiel du Comité national de désarmement, démobilisation et réintégration. « Le gouvernement doit assumer davantage de responsabilité à l'égard des jeunes, parce qu'ils représentent la charpente de ce pays. » □

Un enfant soldat se tient avec un fusil lors de sa cérémonie de libération à Yambio (Soudan du Sud) en février 2018. Certains enfants soldats ont à peine 8 ans.

AFP/GETTY IMAGES

UNE ÉNIGME FATALE

*L'idéologie qui
influence les Forces
démocratiques alliées
reste essentiellement
mystérieuse*



La prolifération des groupes armés dans le deuxième plus grand pays d'Afrique le déstabilise depuis des décennies mais un incident qui s'est produit en décembre 2017 a renouvelé l'attention portée aux dangers présents dans la République démocratique du Congo (RDC).

Les Forces démocratiques alliées ont attaqué le personnel des Nations unies dans le Nord-Kivu, province de l'Est de la RDC, en tuant 15 gardiens de la paix et au moins cinq membres des forces armées nationales, et blessant 53 autres gardiens de la paix.

La fusillade de trois heures a détruit au moins un transport de troupe blindé, selon ce qu'ont déclaré les responsables de l'ONU au *Washington Post*. « C'est la pire attaque contre les gardiens de la paix de l'ONU dans l'histoire récente de l'organisation », a déclaré le secrétaire général António Guterres à l'époque.

Les Forces démocratiques alliées, estimées avoir 1.500 combattants armés, sont responsables pour d'autres attaques contre les gardiens de la paix dans la RDC : une en juillet 2013 et une autre en mars 2014, selon une fiche d'informations de l'ONU. Le groupe est seulement l'un des 70 groupes armés de militants et de milices qui fomentent la violence sur tous les 2,3 millions de kilomètres carrés de la RDC.

L'ORIGINE DU GROUPE

Bien qu'elles soient aujourd'hui actives surtout en RDC, les Forces démocratiques alliées ont été créées en Ouganda en 1995. Des éléments radicaux de la secte Tabliq Muslim de l'Ouganda ont fusionné avec des combattants bakonjo qui avaient été membres du mouvement du Rwenzururu, selon un article de 2019 écrit par le Dr Eleanor Beevor de l'Institut international pour les études stratégiques. Le mouvement sécessionniste du Rwenzururu avait pris le nom du royaume des monts Rwenzori dans l'Ouest de l'Ouganda.

La composition sociale et ethnique du groupe l'a aidé à conduire ses activités le long des frontières de l'Ouganda et de la RDC. Les Bakonjo de l'Ouganda

sont liés par la culture et par la langue aux Banande de la RDC. Seul l'artifice d'une frontière coloniale les a séparés au vingtième siècle.



Les gens se réunissent à Oicha (RDC) en novembre 2019 pour rendre hommage aux 27 victimes tuées à coups de hache par les militants des Forces démocratiques alliées. AFP/GETTY IMAGES

Le Dr Beevor a écrit que les Forces démocratiques alliées se sont enfuies dans la province du Nord-Kivu de la RDC lorsque le pays s'appelait toujours le Zaïre. Mobutu Sese Seko, dictateur du pays à l'époque, et Laurent-Désiré Kabila, son successeur, ont permis au groupe armé de parcourir la région frontalière pour dissuader les incursions rwandaises et ougandaises.

Ceci a donné au groupe « la liberté de conclure des partenariats avantageux à court terme avec d'autres

groupes rebelles, de bénéficier du commerce frontalier de contrebande et de solliciter le soutien des acteurs internationaux, écrit le Dr Beevor. Le Soudan par exemple envoyait régulièrement au groupe des armes et des fonds. »

Dans une région notoire pour ses douzaines de groupes armés, chacun ayant des intérêts particuliers et parfois se faisant concurrence, les Forces démocratiques alliées ont démontré une détermination croissante d'employer une violence féroce.

Paul Nantulya, associé de recherche au Centre africain pour les études stratégiques, écrit en février 2019 que les Forces démocratiques alliées ont « assumé un grand nombre de rôles, depuis le rôle salafiste/djihadiste jusqu'au séculaire/nationaliste, ethnonationaliste et sécessionniste, chacun visant des auditoires différents et utilisé pour réaliser des objectifs différents ».

Dans une région notoire pour ses douzaines de groupes armés, chacun ayant des intérêts particuliers et parfois se faisant concurrence, les Forces démocratiques alliées ont démontré une détermination croissante d'employer une violence féroce. De 2017 à 2018, le nombre de violents incidents attribués au groupe est passé de 38 à 132, écrit M. Nantulya. Ceci représente une augmentation de 247 %. Au cours de la même période, le nombre de décès a doublé pour atteindre un chiffre de 415. Le groupe a tué des centaines de civils depuis 2014.

DES LIENS AVEC L'EIIL ?

Le rapprochement récent entre le groupe et l'État islamique est peut-être ce qui trouble le plus les observateurs. Un rapport de 2018 publié dans The Defense Post indique que le groupe a des liens avec des influences islamiques en Ouganda.

On ne sait pas bien dans quelle mesure le groupe pourrait être aligné sur l'EIIL, mais le Congo Research Group (CRG), qui se concentre sur les conflits en RDC, a analysé 35 vidéos sur les chaînes de réseaux sociaux privées en 2016 et 2017. Le rapport du groupe

de recherche indique un « changement dans la rhétorique employée par le mouvement, d'une guerre contre le gouvernement ougandais à une lutte plus vaste pour l'Islam ».

Selon le CRG, les Forces démocratiques alliées s'appellent déjà « Madinat Tawhid wa-l-Muwahidin » en 2010. Ce nom signifie « La ville du monothéisme et de ceux qui l'affirment ». Certaines vidéos du groupe incluent un drapeau semblable à ceux utilisés par l'EIIL, al-Shebab, al-Qaïda et Boko Haram. Elles soulignent aussi l'importance des interprétations radicales et violentes du Coran. Selon le CRG, l'Islam radical n'est pas quelque chose de nouveau pour le groupe, mais son importance a varié au cours du temps.

M. Nantulya écrit que les vidéos et les documents saisis par la mission de maintien de la paix des Nations unies dans la RDC sembleraient indiquer que les Forces démocratiques alliées se concentrent sur l'établissement d'un califat régional. Il soutient que la prolifération des « récits inspirés par l'EIIL » dans la propagande est analogue au « retour du groupe vers ses racines salafistes, de façon à pouvoir exploiter les réseaux djihadistes/salafistes d'Afrique de l'Est ».

Ces efforts, affirme M. Nantulya, ont augmenté après la perte par le groupe d'un territoire considérable lors d'affrontements militaires avec les forces du Congo, de l'Ouganda et de l'ONU. Des offensives majeures en 2011, 2013, et 2015-2016 ont réduit les effectifs du groupe à seulement quelques centaines de combattants. La capture du chef Jamil Mukulu en Tanzanie en 2015 a aussi porté atteinte à ce groupe de militants. Il reste emprisonné en Ouganda.

LA VIOLENCE S'INTENSIFIE

Face à ces défaites par les forces armées, le groupe a répondu par la violence contre les civils à Beni, Bunia, Butembo et Eringeti de façon à les punir pour ce qu'il considérait être une collusion avec le gouvernement. Cette hausse des attaques a correspondu à un effort de propagande ethnique et djihadiste, écrit M. Nantulya.

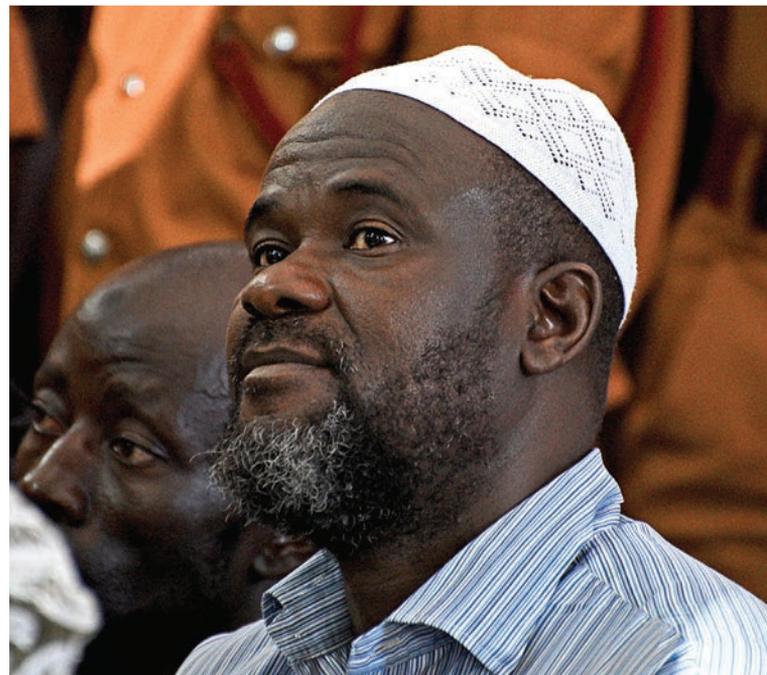




Après une attaque commise par les Forces démocratiques alliées en novembre 2018, des congolais regardent une voiture frappée par un tir de mortier. AFP/GETTY IMAGES

La violence continue. Selon un rapport de décembre 2019 d'Al Jazeera, 17 personnes au moins ont été tuées à coups de hache lors de deux attaques pour lesquelles les Forces démocratiques alliées ont été accusées. Le général Léon Richard Kasonga, porte-parole militaire de la RDC, a déclaré au service d'actualités que les Forces armées avaient aussi trouvé « une usine de production de grande envergure pour les bombes artisanales » dans un camp du groupe saisi par les soldats.

Les attaques de décembre s'inscrivent dans le cadre d'une série de massacres à grande échelle en réponse aux opérations militaires contre le groupe, qui ont commencé vers la fin octobre 2019. Les militants ont tué au moins 100 personnes entre le 5 novembre et le 5 décembre 2019, afin de dissuader les civils d'aider les forces de sécurité, selon le rapport d'Al Jazeera.



Jamil Mukulu, chef des Forces démocratiques alliées, est prisonnier en Ouganda. AFP/GETTY IMAGES



Les Forces démocratiques alliées se sont accommodées aux changements de contexte social en s'adaptant constamment aux revendications locales pour promouvoir leur récit. Pour continuer leur recrutement, elles ont été disposées à employer tout message qui puisse fonctionner.

gouvernement à fournir les services de base, ont bloqué les opportunités d'isoler les militants. Il existe peu d'information sur les finances du groupe, mais un rapport de l'ONU indique qu'il bénéficie d'un financement extérieur.

LA LUTTE CONTRE LES MILITANTS

Les Forces démocratiques alliées se sont révélées ingénieuses et endurantes en survivant parmi des douzaines de groupes armés disparates, malgré la pression incessante des forces armées nationales et des gardiens de la paix internationaux. Elles se sont accommodées aux changements de contexte social en s'adaptant constamment aux revendications locales pour promouvoir leur récit. Pour continuer leur recrutement, elles ont été disposées à employer tout message qui puisse fonctionner.

Il restera difficile de déloger le groupe de l'arrière-pays de la RDC. Ceux qui combattent les Forces démocratiques alliées devront établir et maintenir des réseaux de renseignement efficaces et une forte coopération régionale. Pour ce faire, affirme M. Nantulya, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs peut jouer un rôle important.

Des soldats tanzaniens affectés à la mission de maintien de la paix des Nations unies dans la RDC cherchent des militants des Forces démocratiques alliées.

AFP/GETTY IMAGES

Malgré son hostilité vis-à-vis des populations locales, le groupe de militants a continué à diffuser sa propagande djihadiste et à recruter sur de vastes territoires, incluant le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, écrit M. Nantulya. En fait, le groupe possède aussi des cellules de recrutement en Afrique du Sud et en Tanzanie.

L'animosité du public contre le groupe est forte, mais le mélange des groupes armés en RDC, et l'inaptitude du



En 2017, cet organisme a ouvert un centre de renseignement névralgique à Kasese (Ouganda), près de la frontière avec la RDC. Le centre est doté de huit experts en matière de sécurité de la RDC, du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda, assistés par des employés, selon l'Agence France-Presse. Il a débuté avec un investissement de 600.000 dollars et il est financé par les quatre états membres principaux.

« Dès que des renseignements sont reçus au centre, ils sont analysés par les experts, puis ils font l'objet d'une investigation supplémentaire et sont distribués dans les pays membres pour leur action éventuelle », déclare le général de brigade Richard Karemiri, porte-parole des Forces armées ougandaises, à l'Agence France-Presse.

M. Nantulya déclare que la Force opérationnelle régionale conduite par l'Union africaine pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) peut aussi jouer un rôle utile de modèle. « Les efforts combinés des forces de l'Ouganda, du Soudan du Sud et de la République centrafricaine, soutenues par les ressources et les conseillers techniques américains en matière de renseignement, ont joué un rôle majeur

dans l'effondrement de la rébellion de la LRA », écrit M. Nantulya.

La Force opérationnelle régionale contre la LRA a utilisé plus de 3.000 soldats, y compris 2.000 soldats de l'Ouganda, 500 chacun de la RDC et du Soudan du Sud, et 85 de la République centrafricaine. Cette opération, portant le nom de code Opération Monsoon, a commencé en août 2013.

Aujourd'hui, la LRA est une menace bien moindre dans la région.

Finalement, pour que la stratégie ait du succès, elle doit considérer la carence de l'autorité et de la fourniture des services de base par le gouvernement central et local dans l'Est de la RDC. L'Ouganda a enregistré de meilleurs succès sur ce point ; en conséquence, le groupe de militants n'est pas capable d'occuper du terrain dans ce pays.

« La capacité [des militants] à mobiliser et à exploiter les sentiments locaux au sein de multiples contextes sociaux, culturels, religieux et politiques souligne le besoin d'établir des stratégies robustes d'engagement avec le public, écrit M. Nantulya. Tant que [le groupe] pourra continuer à exploiter les multiples doléances religieuses et séculaires, une solution durable de ce problème restera évasive. » □

Une femme est en deuil après le massacre de cinq personnes à Paidia près de Beni dans la province du Nord-Kivu de la RDC. Pendant deux jours, les Forces démocratiques alliées ont tué 18 personnes dans la région. REUTERS



« L'ENTASSEMENT
ETHNIQUE »
PROVOQUE LES COUPS D'ÉTAT

LORSQUE LES LEADERS SE
CRAMPONNENT AU POUVOIR, ILS
DOIVENT SOUVENT RECOURIR
AUX ANCIENNES LOYAUTÉS

PERSONNEL D'ADF

ILLUSTRATION D'ADF

Les dictateurs au pouvoir depuis longtemps utilisent de nombreuses astuces qui leur permettent de rester au pouvoir. L'une d'elles est un processus appelé « l'immunisation contre les coups d'état », selon lequel on façonne les forces armées de façon qu'elles ne se rebellent pas.

Le politologue Philip Roessler déclare que les leaders essaient d'immuniser leur régime contre les coups d'état de trois façons :

1. Ils purgent les rangs militaires de tout membre qui pourrait opposer le leader.
2. Ils accordent un traitement financier et politique préférentiel aux commandants militaires de premier rang.
3. Ils emploient une tactique appelée « entassement ethnique ».

Selon l'entassement ethnique, le leader d'un pays nomme au sommet de la hiérarchie militaire des officiers de sa propre ethnicité.

L'entassement ethnique peut aider un leader à

rester au pouvoir, mais cela conduit presque inévitablement à la corruption et la mauvaise gouvernance. Cela laisse aussi le leader vulnérable. Comme l'écrit la politologue Nandita Balakrishnan dans le *Washington Post*, « les leaders militaires restent toujours les seuls qui sont suffisamment forts pour les renverser, même si les coups d'état sont plus difficiles à organiser et plus dangereux s'ils se produisent, parce que les auteurs des tentatives de coup d'état manquées et leur famille sont souvent condamnés à être exécutés ».

Cette leçon est aussi vieille que le monde : lorsque vous détenez le pouvoir et vous vous entourez de membres de votre ethnie à l'exclusion de toute autre, le pays souffre.

L'Afrique a subi un grand nombre de coups d'état. Depuis le début de la décolonisation dans les années 50, il y a eu plus de 220 tentatives de coup d'état sur le continent, dont près de la moitié ont réussi, en renversant les gouvernements civils, en sapant la démocratie et l'état de droit, et en conduisant à des années de dictature militaire.

Des protestataires soudanais se rassemblent à Khartoum en avril 2019 après le renversement du président Omar el-Beshir. Les protestataires ont déclaré que l'armée, dominée par des personnes nommées par Omar el-Beshir, essaierait de se cramponner au pouvoir. AFP/GETTY IMAGES





Les forces spéciales kényanes arrivent au site d'une explosion dans un complexe hôtelier à Nairobi en 2019. Le Kenya s'est efforcé d'inclure des groupes ethniques divers dans ses forces armées. AFP/GETTY IMAGES

Depuis 2010, le continent a enregistré 34 tentatives de coup d'état. Six d'entre elles ont réussi. Dans le reste du monde pendant cette période, il y a eu seulement sept tentatives.

Le politologue américain Jonathan Powell déclare que le nombre de coups d'état n'est pas surprenant, étant donné l'instabilité des pays africains au cours des années suivant leur indépendance.

« Les pays africains ont les conditions qui favorisent les coups d'état, telles que la pauvreté et les mauvais résultats économiques, déclare-t-il à la BBC. Lorsqu'un pays est victime d'un coup d'état, c'est souvent un signe avant-coureur qu'il y en aura d'autres. »

DES UNITÉS D'ÉLITE

En général, les nouveaux leaders annoncent des plans d'inclusion, en promettant que tous les groupes ethniques, les religions et les tribus seront inclus dans son administration. Mais si le cercle intérieur du leader précédent était basé sur l'ethnicité, ce nouveau processus d'inclusion ne sera pas adopté, ce qui forcera le nouveau leader à conserver le personnel qui est déjà au pouvoir, ou risquer un coup d'état. Dans beaucoup de cas, les chefs d'état utiliseront leur ethnicité comme critère d'appartenance aux unités d'élite ou privilégiées, telles que les postes de leadership militaires de haut rang.

Les experts ont récemment prêté une attention considérable à l'entassement ethnique, en le liant à la répression autoritaire, aux coups d'état et à la violence politique.

Un exemple de succès de l'entassement ethnique fut constaté en République démocratique du Congo, lorsque ce pays était toujours appelé le Zaïre. Après être entré en fonction en 1965, le président Mobutu Sese Seko a rempli son corps d'officiers avec des

hommes ngbandi provenant de sa région natale de l'Équateur. Le Dr Emizet Kisangani, professeur de science politique, déclare que, lorsque le régime Mobutu prit fin 30 ans plus tard, les membres de l'ethnie de Mobutu provenant de l'Équateur constituaient environ 80 % du corps des officiers.

L'entassement pratiqué par Mobutu Sese Seko lui a permis de se maintenir au pouvoir pendant trois décennies, mais il serait difficile de décrire sa présidence comme un succès. Grâce au soutien de son armée monolithique, Mobutu Sese Seko amassa une vaste fortune, surtout par voie de corruption et d'exploitation économique. Son administration fut marquée par l'inflation incontrôlée et les catastrophes économiques.

Le Dr Kristen Harkness, maître de conférences à l'université de St Andrews en Écosse, a étudié exhaustivement l'entassement ethnique. Dans son livre de 2018, *When Soldiers Rebel* [Lorsque les soldats se rebellent], elle analyse les pratiques de recrutement ethniques dans les armées africaines et la façon dont ces pratiques ont déstabilisé les régimes.

« Depuis la décolonisation, un grand nombre de leaders, qui se préoccupaient des possibilités de coup d'état et d'insurrection ethnique, ont continué à s'appuyer sur le recrutement et la promotion des membres de leur ethnie pour contrôler les forces armées et assurer leur loyauté », écrit le Dr Harkness dans une étude de 2019. « De telles pratiques incluent la manipulation ethnique des plus hauts rangs de la hiérarchie de commandement, la création d'unités paramilitaires co-ethniques d'élite, et la distribution de tout service en fonction de l'ethnicité partagée. » Elle ajoute que « cette dépendance d'ethnicité comme raccourci pour la loyauté a probablement des conséquences profondes sur toute une gamme de résultats importants, depuis l'efficacité au combat jusqu'à la prédisposition aux coups d'état et la démocratisation ».

Les aspects négatifs d'une telle politique sont nombreux. Le processus visant à bâtir des armées ethniques, déclare le Dr Harkness, « inspire probablement une résistance de la part des officiers des groupes exclus, ce qui déstabilise les gouvernements, au moins à court terme ». D'autres chercheurs ont remarqué que, si des groupes ethniques sont exclus des institutions importantes de l'état, cela peut inspirer les insurrections et même le terrorisme.

La recherche du Dr Harkness montre que, lorsque les élections amènent au pouvoir un nouveau leader qui est ethniquement différent de la construction ethnique existante de l'armée, le risque de coup militaire augmente de moins de 20 % à près de 90 %.

CELA N'EST PAS NOUVEAU EN AFRIQUE

L'entassement ethnique existait bien avant l'indépendance des pays africains. Un exemple extrême était l'Afrique du Sud aux temps de l'apartheid, lorsque les Noirs ne pouvaient pas rejoindre les forces armées.

Dans d'autres pays avant l'indépendance, les forces armées étaient souvent remplies par les chefs coloniaux avec des membres d'une tribu particulière, censés être de meilleurs soldats que les membres des autres tribus.

Aujourd'hui, la Force nationale de défense d'Afrique du Sud a des quotas raciaux pour assurer que les Sud-Africains blancs, noirs, mulâtres et d'origine indienne sont représentés proportionnellement.

Le Dr Harkness remarque que certains pays africains ont continué à utiliser l'entassement ethnique tout en tendant le bras aux autres groupes ethniques.

« Seuls les rangs les plus hauts de la hiérarchie de commandement sont contrôlés par loyauté ethnique, tout en prenant soin de cultiver souvent l'inclusion dans les rangs inférieurs », écrit-elle.

Depuis l'indépendance du Kenya en 1964, ses leaders ont rempli historiquement les rangs de leadership de leurs forces armées avec des membres de leur propre groupe ethnique. Jomo Kenyatta, le premier président du pays, avait hérité d'une armée pourvue massivement en officiers kamba. Il s'empressa de changer l'équilibre ethnique des forces armées en faveur des Kikuyus, son propre groupe ethnique. Mais il réussit seulement partiellement : à l'époque, les Kikuyus constituaient seulement 21 % de la population. Daniel arap Moi, successeur de Jomo Kenyatta, remplaça les leaders kikuyus par des membres de son propre groupe ethnique, les Kalendjins. Suite à l'échec d'une tentative de coup d'état, Daniel arap Moi écarta de leur poste d'autorité les quelques Kikuyus qui restaient.

Aujourd'hui, globalsecurity.org signale que les Forces armées kényanes suivent des quotas ethniques dans leurs rangs et maintiennent une diversité de soldats à tous les rangs.

L'entassement ethnique peut être un sujet complexe parce que les identités ethniques d'Afrique ne sont pas toujours claires. Dans beaucoup de régions d'Afrique, l'identité ethnique peut être définie en fonction de la région, du groupe d'ethnie mixte et du clan. Il existe des sous-groupes au sein des groupes ethniques qui sont associés à des régions.

« La région a façonné l'entassement ethnique dans beaucoup d'états sahéliens, où les divisions importantes entre le Nord et le Sud chevauchent les clivages ethniques, religieux, linguistiques et raciaux », écrit le Dr Harkness.

Le Dr Harkness et d'autres experts ont conclu que l'entassement ethnique fonctionne bien, mais seulement si l'objectif consiste à rester au pouvoir. Si le but est une démocratie véritable et des forces armées qui offrent réellement l'égalité des chances, l'entassement ethnique doit être éliminé. Dans une étude de 2017, Staffan Lindberg et John Clark ont conclu que les régimes vraiment démocratiques ont des « antécédents très différents » concernant le succès ou l'échec des interventions militaires. Leur recherche indique

que les régimes démocratiques ont 7,5 fois moins de chances d'être sujets à des tentatives d'intervention militaire, comparé aux régimes autoritaires élus, et près de 18 fois moins de chances d'être victimes d'un effondrement véritable du régime.

« La légitimité renforcée par la libéralisation politique semble "inoculer" les états contre l'intervention militaire dans le domaine politique », écrivent-ils.



Rachel Omamo, secrétaire à la Défense du cabinet kényan, au centre, célèbre la fête des Forces de défense du Kenya à Nairobi en 2019.

AFP/GETTY IMAGES

Dans une étude de 2009 sur l'entassement ethnique, les chercheurs Andreas Wimmer, Lars-Erik Cederman et Brian Min tirent trois conclusions :

- Il est plus probable que des rébellions armées se produiront contre les états qui excluent de vastes portions de leur population à cause des antécédents ethniques.
- Lorsqu'un grand nombre de personnes provenant de groupes d'élite concurrents se partagent le pouvoir dans un état segmenté, le risque de luttes intestines violentes augmente.
- Les états sans cohésion avec de courts antécédents d'autonomie ont plus de chances d'être sujets à des conflits sécessionnistes.

Le Dr Harkness déclare que la vraie démocratie a un prix.

« Si la démocratie consiste à prospérer dans des sociétés multi-ethniques, les armées ethniques existantes doivent être démantelées et les institutions militaires nationales doivent être diversifiées », écrit le Dr Harkness. Elle ajoute que le démantèlement de ces institutions est à la fois difficile et dangereux. « Les armées ethniques ne restent pas passive en attendant de disparaître. » □

UNE VENTE AIDE À PLACER DES YEUX DANS LE CIEL

L'ACCORD PERMET D'ENVOYER DES
HÉLICOPTÈRES AMÉRICAINS AUX
FORCES DE DÉFENSE DU KENYA



Deux hélicoptères MD 530F Cayuse Warrior décollent lors d'une cérémonie de transfert à Nairobi (Kenya) en janvier 2020.

Les États-Unis ont vendu six hélicoptères MD 530F aux Forces de défense du Kenya (KDF). Ils pourront conduire des attaques et des missions de reconnaissance et d'appui aérien rapproché pour cette nation d'Afrique de l'Est.

« Ceci démontre comment les États-Unis restent pleinement engagés à fournir une formation et un équipement appropriés, en temps opportun, pour renforcer les capacités des KDF », a déclaré le major-général de l'Armée de terre des États-Unis Michael D. Turello, général commandant la Force opérationnelle interarmées combinée pour la Corne de l'Afrique.

Les États-Unis ont livré les six hélicoptères MD 530F Cayuse Warrior au commandement interarmées des hélicoptères de l'armée kényane à la caserne Embakasi de Nairobi, lors d'une cérémonie de transfert le 23 janvier 2020.

« Le partenariat avec les Forces de défense du Kenya est l'un de nos partenariats les plus importants en Afrique, et une pierre angulaire en Afrique de l'Est, a déclaré le général Turello. Nous sommes reconnaissants pour votre leadership continu contre les forces qui nous veulent du mal. »

Le processus de vente des hélicoptères a été lancé en 2016 et a obtenu l'approbation du Département d'État des États-Unis en 2017. Cette vente souligne l'engagement des deux nations envers la paix et la stabilité en Afrique de l'Est.

L'accord complet inclut 12 de ces hélicoptères ; six seront livrés aux KDF à une date ultérieure. Les aéronefs ont été armés avec 24 systèmes 400 de base de mitrailleuse lourde, 24 lance-roquettes M260, 4.032 roquettes

M151, 1.536 roquettes M274 à ogive à signature de fumée et 400.000 munitions de calibre 0,50, selon l'Agence de la défense pour la coopération en matière de sécurité (DSCA).

L'accord inclut aussi un équipement de navigation et de communication, une formation, un soutien logistique de sous-traitance, une assistance technique du gouvernement des États-Unis et un soutien pour les pièces détachées des systèmes structurels et d'armement, entre autres, selon la DSCA. Le coût de l'ensemble est estimé à 253 millions de dollars.

Le constructeur, MD Helicopters, déclare que le MD 530F a une vitesse de croisière maximale de près de 250 km/h et peut atteindre des altitudes un peu supérieures à 4,8 kilomètres. Chaque hélicoptère a une longueur de plus de 7 mètres et peut accommoder deux membres d'équipage aux commandes et deux passagers dans la cabine arrière.

« Cet événement est non seulement le point culminant du parcours qui a commencé en 2016, mais aussi un jalon pour que notre Armée de l'air modernise les Forces de défense du Kenya », déclare le général Samson Mwathethe, chef des KDF, lors de la cérémonie de transfert. « L'intégration du MD 530F dans notre inventaire fera fortement avancer l'amélioration de nos capacités opérationnelles et la continuation de nos efforts sécuritaires, et nous apprécions ce succès issu de la coopération avec nos alliés. » □



Le général Samson Mwathethe, chef des Forces de défense du Kenya, accueille le major-général Michael D. Turello de l'Armée de terre des États-Unis pendant le transfert.

Les pilotes kényans affectés au Commandement interarmées des hélicoptères font une présentation sur l'hélicoptère MD 530F Cayuse Warrior.



AFP/GETTY IMAGES

Le Kenya essaie de PRÉSERVER LES LANGUES EN VOIE DE DISPARITION

VOICE OF AMERICA

En Afrique, des centaines de langues indigènes sont sur le point de disparaître, y compris au moins 13 langues du Kenya. Des groupes de la société civile kényane proposent un projet de loi pour aider à préserver et sauvegarder ces dialectes proches de la disparition.

Leriman Letiko, âgé de 102 ans, transmet ses connaissances d'une culture et d'un dialecte qui pourraient toucher à leur fin. M. Letiko et son frère de 95 ans, Leteyon, sont les deux seules personnes restantes d'une tribu d'environ 10.000 qui peuvent encore parler couramment le yakunte.

L'Unesco, organisation culturelle des Nations unies, classe le yakunte comme langue morte, mais les Yaaku, tribu indigène de la forêt Mukogodo et de ses environs au Laikipia, comté au centre Nord du Kenya, luttent pour la maintenir en vie.

« Ma mère et ma grand-mère parlaient toutes les deux le yakunte, déclare M. Letiko. C'est pendant la période où nous avons commencé à communiquer davantage et à nous unir avec les Maasaï que la langue a commencé à être perdue. Lorsqu'on se mariait avec un membre d'une tribu différente, on adoptait sa langue. »

La plupart des Yaaku parlent aujourd'hui la langue maa des Maasaï voisins du Laikipia. M. Letiko a suivi une tradition orale pour transmettre la langue et les connaissances culturelles à son fils et aux autres Yaaku. Il déclare que la seule façon de sauver le dialecte yakunte est de l'introduire dans les écoles locales.

Les groupes de la société civile et le ministère kényan des Sports, de la Culture et des Arts ont préparé le projet de loi pour documenter et promouvoir les langues indigènes au Kenya.

Kimani Njogu, linguiste qui est aussi membre de l'Académie des langues africaines, déclare que les langues peuvent mourir, comme toute autre chose.

« À cause de la mondialisation et de l'urbanisation, et du fait qu'il n'existe pas de transfert très systématique des langues d'une génération à l'autre, nous avons des personnes âgées qui ne transmettent pas leur langue aux jeunes aussi bien que les systèmes pédagogiques où certaines langues dominent l'éducation ; par conséquent plusieurs langues sont menacées. »

M. Njogu ajoute que la technologie de l'information devrait être utilisée pour capturer ces langues avant qu'elles ne disparaissent.

Le cinéma soudanais REPREND VIE PEU À PEU

AGENCE FRANCE-PRESSE

Talal Afifi travaille depuis des années pour redonner vie au cinéma soudanais, qui dépérissait durant trois décennies de régime autoritaire. Grâce à la chute d'Omar el-Beshir, l'autocrate de longue date, il constate un nouvel espoir.

Lorsque M. Afifi participa en 2008 à un festival de courts métrages à Munich (Allemagne), le film gagnant fut un documentaire irakien filmé avec un handycam qui l'inspira à rentrer chez lui et à organiser un centre de formation et une maison de production.

« Je voulais rappeler aux gens qu'il existe un endroit appelé le Soudan, qui était autrefois renommé dans l'industrie du cinéma, et que son cœur bat toujours pour cet art », déclare-t-il.

La Sudan Film Factory, basée dans une villa des faubourgs de Khartoum, a formé depuis lors plus de 300 jeunes hommes et jeunes femmes dans le secteur du cinéma.

Aujourd'hui, après le renversement d'Omar el-Beshir en avril 2019, M. Afifi et ses collègues espèrent que le cinéma va connaître un nouvel essor.

Le cinéma soudanais remonte à la production du premier film muet en 1898, quelques années après l'invention des images en mouvement, selon le metteur en scène chevronné Ibrahim Shaddad.

Dès 1946, un parc de cinémas mobiles voyageait dans tout le pays pour montrer des films en plein air pendant la soirée.

Dès les années 80, le Soudan avait plus de 60 cinémas qui montraient des films de Hollywood, de Bollywood et des pays



Ahmad Faysal, directeur de la logistique à la Sudan Film Factory, installe une affiche de cinéma à Khartoum. AFP/GETTY IMAGES

arabes. Mais la prise de pouvoir par Omar el-Beshir en 1989 a paralysé l'industrie.

Dès 1996, le régime el-Beshir, islamiste conservateur, ferme les portes de la plupart des cinémas du pays. En plus de ça, un embargo commercial des États-Unis rend difficile l'importation des films étrangers, la mise à jour des logiciels ou l'acquisition des équipements.

Suleiman Ibrahim, président du Groupe du cinéma soudanais, déclare que le régime d'Omar el-Beshir avait forcé un grand nombre de cinéastes à s'exiler.

Malgré ces problèmes, M. Afifi et son équipe assurèrent la survie de cette forme d'art, en projetant des documentaires et des films étrangers sur les toits de la capitale.

Les forces armées ont renversé Omar el-Beshir en avril 2019 lors d'une révolution de palais après plusieurs mois de manifestations.

Son renversement a donné aux enthousiastes du cinéma un nouvel espoir de relancer le cinéma soudanais. « Nous parlons maintenant de restaurer les cinémas, de changer les lois et d'établir des instituts cinématographiques », déclare M. Afifi.



Des
supporters
donnent
450.000
dollars
pour sauver
une équipe
de foot

Le Club Africain est en fête après avoir marqué un but lors de la finale de la Coupe de Tunisie en 2017. Le Club Africain a gagné le tournoi.

AFP/GETTY IMAGES

BBC NEWS AT [BBC.CO.UK/NEWS](https://www.bbc.com/news)

Les supporters du Club Africain de Tunisie ont donné plus de 450.000 dollars en un seul jour alors qu'ils luttent pour sauver le club sujet à des difficultés financières. Parmi les donateurs, on compte un homme aveugle qui a choisi de renoncer aux médicaments pour lesquels il avait fait des économies, afin d'aider son équipe bien-aimée.

Le Club Africain, deuxième club de football de Tunisie par ancienneté et l'une des équipes les mieux connues d'Afrique, a été sujet à une déduction de six points du classement et à des sanctions financières du fait des salaires impayés des anciens joueurs.

Pour aider le club, qui avait été créé en 1920, la Fédération

tunisienne de football a établi un comité de gestion de crise pour lui épargner des sanctions supplémentaires.

En octobre 2019, la fédération a ouvert un compte bancaire pour que les fans puissent donner de l'argent dans le but de l'aider à régler ses dettes. Jusqu'à présent, 1 million de dollars ont été collectés, y compris 450.000 dollars en une seule journée. La fédération estime que la dette totale s'élève à près de 6 millions de dollars.

Dans cette campagne de 24 heures, des enfants sont venus avec leurs tirelire et le supporter aveugle a remis toutes ses économies, pour lesquelles il a reçu l'hommage d'un maillot signé.



Les autorités ivoiriennes sauvent 137 VICTIMES DE LA TRAITE DES ENFANTS

VOICE OF AMERICA

Les autorités de la Côte d'Ivoire déclarent qu'elles ont secouru 137 victimes de la traite des enfants qui étaient entraînés pour travailler dans les plantations de cacao ou dans la prostitution.

La police a secouru les enfants après avoir encerclé la ville d'Aboisso à l'Est du pays et effectué des perquisitions de voitures, de fermes et de villages voisins pendant deux jours.

Les responsables déclarent que l'âge des enfants varie entre 6 et 17 ans. Ils avaient été amenés en Côte d'Ivoire en provenance du Bénin, du Ghana, du Niger, du Nigeria et du Togo. Les victimes ont été confiées à un organisme caritatif d'Aboisso pendant que les autorités recherchent leurs parents.

Les responsables de haut rang de la police déclarent qu'ils prévoient d'intensifier les opérations pour mettre fin au trafic d'enfants.

« L'image de la Côte d'Ivoire est salie par le trafic d'enfants », déclare Kouadio Yeboué Marcellin, préfet adjoint de police d'Aboisso. « Nous faisons appel à tous les parents : la place des enfants est à l'école et non dans les plantations. »

La Côte d'Ivoire dépend des récoltes de cacao et de noix de cajou, et les agriculteurs pauvres dépendent d'une main d'œuvre peu coûteuse pour ramasser les fèves de cacao et les noix.

Les entreprises chocolatières internationales telles que Nestlé et Hershey se sont engagées à ne plus acheter les fèves provenant du travail d'enfants. Les critiques déclarent que de tels efforts ont enregistré seulement de modestes succès.

Les fèves de cacao sont récoltées dans une ferme d'Azaguié (Côte d'Ivoire). Le pays est le premier producteur de cacao du monde, et les autorités répriment l'utilisation du travail des enfants. REUTERS

LES ÉTATS-UNIS ET LE SOUDAN

AMÉLIORENT LEURS RELATIONS DIPLOMATIQUES

VOICE OF AMERICA

Lors d'une visite historique à Washington, D.C., le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok a déclaré qu'un objectif domine tous les autres alors qu'il dirige le gouvernement de transition du pays : assurer la paix dans ce pays ravagé par la guerre.

« Notre priorité numéro 1 est de mettre fin à la guerre et de bâtir la fondation d'une paix durable, déclare-t-il. Il s'agit essentiellement de mettre un terme aux souffrances de nos concitoyens dans les camps IDP (pour déplacés internes) et les camps de réfugiés. Nous pensons que le moment est opportun pour que cette guerre prenne fin. »

M. Hamdok déclare qu'il a été encouragé par la résilience affichée lors de sa visite du camp Zam Zam pour les déplacés internes au Darfour, où une guerre qui avait débuté en 2003 ne s'est jamais réellement terminée.

Contrairement à l'administration de son prédécesseur, Omar el-Beshir, le gouvernement de M. Hamdok s'est engagé à autoriser un accès libre aux organismes d'assistance pour qu'ils puissent contacter les personnes nécessiteuses.

M. Hamdok a visité la capitale américaine pour réparer les relations entre le Soudan et les États-Unis, lesquelles étaient tendues ou inexistantes pendant le règne de 30 ans d'Omar el-Beshir, qui a été renversé par les forces armées en 2019 après plusieurs mois de protestations massives.



L'un des objectifs de M. Hamdok est que les États-Unis retirent le Soudan de la liste des états soutenant le terrorisme. Le Soudan avait été placé sur cette liste en 1993, au moment où Oussama ben Laden, fondateur d'al-Qaïda, vivait à Khartoum.

Bien que le Soudan figure toujours sur la liste, les deux pays ont convenu d'améliorer leurs relations diplomatiques et d'échanger des ambassadeurs. Les responsables américains ont déclaré que le processus consistant à retirer le Soudan de la liste terroriste sera long. M. Hamdok souligne que son pays est préparé à satisfaire aux exigences, qui pourraient inclure le dédommagement des victimes des attaques terroristes.

« Notre peuple soudanais n'a jamais soutenu le terrorisme auparavant. C'était le régime précédent qui le soutenait, déclare-t-il. En tant que nation, nous sommes aussi des victimes du terrorisme qui nous avait été imposé par ce régime. Mais nous acceptons cela comme une responsabilité collective. Et nous négocions. »



AFP/GETTY IMAGES

LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI PROMETTENT DE POURSUIVRE LEUR COMBAT CONTRE L'EXTRÉMISME DANS LE SAHEL

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les chefs des armées de l'air française et britannique ont promis de poursuivre leur lutte commune contre les extrémistes au cœur du Sahel, même alors que l'incertitude du Brexit pèse sur leur pays.

« Nous avons de longs antécédents fabuleux de travailler les uns aux côtés des autres et je n'anticipe pas que quelque chose change prochainement », déclare à l'AFP Mike Wigston, chef d'état-major aérien de la Royal Air Force, lors d'une visite de la ville malienne de Gao avec Philippe Lavigne, son homologue français. « En fait, notre travail commun va être plus robuste. » La France, soutenue par une centaine de Britanniques, a une force de 4.500 personnes au Sahel, qui soutient depuis 7 ans les armées nationales luttant contre une insurrection extrémiste.

Des milliers de civils ont trouvé la mort et des centaines de milliers se sont enfuis de leur foyer. Le général Wigston déclare que le Mali et ses voisins sont « en première ligne de l'instabilité ».

L'Opération Barkhane de la France entraîne et soutient les forces locales qui ont des moyens limités et font face à des problèmes budgétaires.

La Grande-Bretagne et la France ont signé un accord de coopération en matière de défense à Londres en 2010, et les deux pays ont répété maintes fois qu'il ne serait pas affecté par le Brexit, la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne.

Depuis juillet 2018, Londres a contribué trois hélicoptères Chinook de transport lourd aux combats de la France au Sahel. En date de décembre 2019, ils avaient enregistré plus de 1.600 heures de vol et transporté environ 11.000 personnes et 800 tonnes de cargaison.

Ces hélicoptères à double rotor peuvent transporter près de 4 tonnes de ravitaillement et plus de 30 soldats à la fois, ce qui fournit une contribution vitale dans une région où l'accès routier aux troupes de première ligne est long et dangereux, et s'accompagne du risque élevé des mines et des attaques de milice.

Le soutien des hélicoptères « nous permet de nous dédier aux missions de combat aérien alors que nos camarades britanniques assurent la logistique, le ravitaillement en carburant et le transport des troupes », déclare le colonel Loïc, qui commande le groupe de combat aérien français de Barkhane au Mali.

Major-général
Thomas Opong-
Peprah des Forces
armées du Ghana,
chef d'état-major
de l'armée de terre
AFRICOM

LES ÉTATS-UNIS ET LE GHANA RENFORCENT LEUR PARTENARIAT

ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

L'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) a accueilli des membres de haut rang des Forces armées du Ghana (GAF) pour discuter de la planification à long terme de la défense et la sécurité.

Des représentants des commandements des cinq composantes de l'AFRICOM, du département de la Défense des États-Unis, du département d'État des États-Unis, de l'ambassade des États-Unis au Ghana et des Forces armées du Ghana ont participé et ont parlé des objectifs de formation avec le Ghana de trois à cinq ans pour les commandements des composantes.

« En Afrique de l'Ouest, les Forces armées du Ghana sont réputées pour leur

professionnalisme », a déclaré le major-général ghanéen Thomas Opong-Peprah, chef d'état-major de l'armée de terre. « Nous avons des valeurs similaires et le même respect des droits humains. ... Les États-Unis reconnaissent cela et nous considèrent comme leur partenaire. »

Ces plans incluent l'accueil par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique d'un exercice de préparation médicale pour améliorer la capacité des GAF visant à empêcher la propagation des maladies infectieuses. Les Forces navales américaines en Afrique ont aidé à améliorer le Centre opérationnel maritime de la Marine GAF, qui assure une sensibilisation constante au

domaine maritime pour mettre en application le droit maritime.

La formation médicale « a vraiment aidé notre nation à prévenir les maladies au Ghana et chez nos voisins », déclare le général Opong-Peprah. « Nous sommes capables de nous rendre dans les autres pays et fournir une assistance. »

Les autres objectifs du plan incluent l'aide fournie par l'Armée de l'air des États-Unis en Afrique pour que l'Armée de l'air du Ghana étende ses opérations en vue de soutenir le déploiement rapide des forces et les évacuations aéromédicales. Les forces du Corps des fusiliers marins des États-Unis en Europe et en Afrique souhaitent appuyer la capacité de l'escadre d'embarcations spéciales de la Marine du Ghana pour dissuader et répondre au crime maritime tel que le trafic humain, la contrebande des stupéfiants, la piraterie et la pêche illégale,

Le commandement des opérations spéciales des États-Unis en Afrique a intégré les GAF dans la planification de l'exercice Flintlock de 2020 pour aider les pays africains à lutter contre les organisations extrémistes violentes, protéger les frontières et assurer la sécurité.

« Certaines armées africaines n'ont pas la capacité d'assurer leur propre sécurité ou la possibilité d'exporter la sécurité dans la région, mais nous avons développé cette capacité au cours du temps pour aider les autres pays, déclare le général Opong-Peprah. Nous reconnaissons qu'il est impératif pour les pays africains de se compléter les uns les autres pour obtenir et maintenir la paix. »

La Marine du Mozambique intercepte une cargaison majeure d'héroïne

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS



Des personnes soupçonnées de trafic mettent le feu à un bateau près des côtes du Mozambique après avoir été interceptées par les autorités.

FORCES DE DÉFENSE DU MOZAMBIQUE

Les autorités du Mozambique ont détenu 12 Iraniens soupçonnés du transport de stupéfiants au large des côtes de Cabo Delgado, province au Nord du Mozambique.

Le bateau a été intercepté en décembre 2019 lors d'une opération conjointe effectuée par la Marine du Mozambique et le Service national d'investigation criminelle (SERNIC).

Les autorités ont intercepté le bateau à environ 50 kilomètres des côtes du Mozambique. On dit que les suspects l'ont incendié peu avant leur arrestation.

La police déclare que l'incendie a détruit environ 1,5 tonne d'héroïne soupçonnée de se trouver à bord.

Les membres de l'équipage se sont ensuite jetés dans le canal du Mozambique et ont été secourus par la Marine.

Les suspects ont été détenus dans la capitale provinciale de Pemba.

Les rapports des médias locaux indiquent que l'opération a résulté de la collecte de renseignements effectuée par diverses agences utilisant une surveillance aérienne financée par les États-Unis pour combattre le trafic de drogues.

« Malheureusement, la société est toujours affectée par un fléau énorme et universel : c'est-à-dire la corruption », déclare Domingos Jofane, directeur général de SERNIC, aux médias locaux. « C'est la raison pour laquelle nous luttons contre celle-ci chez nous, avec toutes nos forces, et notre message est le suivant : nos collègues doivent œuvrer avec rigueur chaque jour pour accomplir leur mission. »

LE NIGERIA ÉTABLIT UN PARTENARIAT AVEC DES VOISINS POUR *combattre la contrebande*

REUTERS

Le Nigeria et les pays voisins du Bénin et du Niger ont convenu d'établir une force de patrouille frontalière conjointe pour affronter la contrebande parmi les pays d'Afrique de l'Ouest.

Les ministres des Affaires étrangères des trois pays se sont réunis pour discuter de la contrebande, après que le Nigeria, qui possède la plus grande économie et la plus grande population d'Afrique, ait décidé de fermer ses frontières terrestres au commerce jusqu'au 31 janvier 2020 au moins.

Le Nigeria avait effectué une fermeture partielle de ses frontières pour affronter la contrebande du riz et d'autres produits. Après cela, l'ensemble du commerce traversant les frontières terrestres avait été stoppé indéfiniment.

Le communiqué conjoint de la réunion à Abuja, capitale du Nigeria, a précisé que les délégations du Bénin et du Niger avaient demandé la réouverture immédiate des frontières.



Des personnes marchent sur la route principale vers les postes frontalières conjoints du Nigeria et du Bénin en 2018.

AFP/GETTY IMAGES

Ces préoccupations ont été notées et les délégués ont convenu de « l'établissement d'une équipe de patrouille frontalière conjointe incluant la police, les douanes, l'immigration, la marine et les services de sécurité d'état des trois pays », selon le communiqué.

Les délégués ont aussi convenu que les ministres des Finances et du Commerce des pays établiraient un comité pour promouvoir le commerce intrarégional, et ils ont déclaré qu'ils s'assureraient que les personnes traversant leurs frontières présentent des documents de voyage reconnus par le bloc régional de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest.

Depuis son entrée en fonction en 2015, le président nigérian Muhammadu Buhari a introduit des politiques visant à réduire les importations et la contrebande afin de développer la production locale. Bien qu'il soit le premier producteur de pétrole d'Afrique, le Nigeria importe la plupart de son carburant raffiné à cause de l'état moribond de ses raffineries.

Entre 10 et 20 % environ du carburant nigérian est l'objet de contrebande vers les pays voisins, selon l'Association des principaux distributeurs de pétrole du Nigeria, parce que l'essence est fortement subventionnée dans le pays et son prix est plus élevé dans les pays voisins.

Le Cameroun détruit un chargement d'armes illégales

VOICE OF AMERICA

Les forces armées du Cameroun ont arrêté plusieurs douzaines d'hommes et détruit des centaines d'armes à feu artisanales sur la frontière Nord avec le Tchad et le Nigeria. Lors d'un événement public, un compacteur militaire a broyé plus de 2.500 armes à feu, munitions et autres qui, selon l'armée, avaient été saisies des mains des contrebandiers, preneurs d'otages, braconniers et combattants soupçonnés d'appartenir à Boko Haram.

Régine Esseneme, chef du département de la Justice du Cameroun dans la ville de Garoua au Nord du pays, déclare vouloir envoyer un message clair : il n'existera pas de refuge sûr pour les criminels actifs dans la région frontalière du Cameroun, du Tchad et du Nigeria. Elle déclare que les trois pays œuvrent ensemble pour arrêter les ravisseurs et les braconniers qui utilisent illégalement des armes.

Jean Abate Edi'i, gouverneur de la région du Nord du

Cameroun, déclare que les armes ont été saisies à la suite de plusieurs raids dans les quartiers et les villages soupçonnés de servir de repères aux criminels actifs au Cameroun et dans les pays voisins.

Le bloc régional de six nations appelé Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, ou CEMAC, a attribué les conflits armés et les activités criminelles et terroristes en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale à la prolifération des petites armes et des armements légers.

Le nombre d'armes à feu au Cameroun a été classifié de modéré lors d'une étude de 2017 sur la politique des armes à feu conduite par l'université de Sydney, en donnant à cet état d'Afrique centrale un classement de 99 sur 178. Cependant, il est estimé que plus de 500.000 armes à feu appartiennent légalement ou illégalement à des civils, et la plupart des propriétaires se trouvent le long de la frontière poreuse avec le Nigeria.



Les autorités à Maiduguri (Nigeria) présentent des armes à feu et des munitions saisies des mains des extrémistes. Les armes circulant dans la région du bassin du lac Tchad ont été une source continue d'instabilité pendant ces dernières années. THE ASSOCIATED PRESS

Le Soudan compte sur les pyramides POUR ATTIRER LES TOURISTES.



REUTERS

L'architecte portugaise Tania Monteiro et son époux sont presque seuls pendant leur tour des pyramides du Soudan, attraction de classe mondiale pendant longtemps ignorée par le monde.

« Les gens sont vraiment gentils, toujours très accueillants », déclare Mme Monteiro lors de sa visite à Méroé, ancienne ville sur la rive droite du Nil à environ 200 kilomètres au Nord-Est de Khartoum, la capitale.

Le Soudan a plus de pyramides que l'Égypte, bien qu'elles soient plus petites. En 2018, il a attiré seulement 700.000 touristes environ, comparé aux 10 millions qui ont visité sa voisine du Nord.

Les conflits et les crises sous l'ancien dirigeant Omar el-Beshir, un régime de visas rigide et un manque de routes et d'hôtels hors de Khartoum ont fait du Soudan une destination touristique improbable. Mais depuis qu'Omar el-Beshir a perdu le pouvoir en avril 2019, le gouvernement civil de transition a facilité les règles de visa pour attirer davantage de visiteurs dans les lieux tels que les pyramides royales de Méroé.

Comme en Égypte, la dynastie nubienne de Koush qui a régné dans la région il y a 2.500 ans enterrait

les membres de la famille royale dans des tombeaux en forme de pyramide. Près des pyramides de Méroé se trouvent plusieurs temples avec d'anciens dessins d'animaux et l'ancienne ville de Naga. Il existe d'autres pyramides plus au Nord à Gebel Barkal.

Le gouvernement a commencé à assouplir le système de visas, notamment en éliminant le permis requis pour voyager hors de Khartoum. À cause de l'instabilité, le nombre d'arrivées a baissé en 2019, mais il est anticipé qu'il va dépasser 900.000 en 2020 et pourrait atteindre 1,2 million en 2021.

Le Soudan nécessite des touristes après plusieurs décennies d'isolement et d'hyperinflation. À Méroé, grâce à l'appui financier du Qatar et à l'expertise allemande, un centre de visiteurs a été ouvert pour expliquer l'histoire du Soudan et des pyramides. Il y a des sentiers pédestres et un nouveau centre d'accueil.

Les visiteurs peuvent maintenant entrer à l'intérieur des pyramides et pourront bientôt visiter les tombeaux au-dessous, dans le cadre de l'aide fournie par le Qatar, d'un montant de 135 millions de dollars. Plusieurs pyramides seront restaurées après des dizaines d'années d'abandon.

Des guides attendent les touristes aux pyramides de Méroé, au Nord de Khartoum (Soudan).

THE ASSOCIATED PRESS

CETTE CLINIQUE DU MALAWI EST PARMI LES MEILLEURES DU MONDE

VOICE OF AMERICA

En novembre 2019, Grace Chakudza a donné naissance à son quatrième enfant, un petit garçon en bonne santé, à la clinique communautaire Achikondi. Celle-ci avait ouvert ses portes en 2008 pour aider les femmes pauvres à accoucher.

Depuis lors, la clinique a effectué plus de 8.800 accouchements avec succès, sans perdre une seule mère ni un seul enfant, selon sa fondatrice. C'est un chiffre record au Malawi où, selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance, le taux de mortalité moyen est de 22 décès sur 1.000 naissances pour les bébés, et 6 sur 1.000 pour les mères.

Mme Chakudza apprécie les soins qu'elle a reçus à la clinique. « Il y a une grande différence, déclare-t-elle. Il y a la congestion dans les hôpitaux publics. Les femmes accouchent par terre. Et parfois une seule infirmière est chargée de trois femmes enceintes. Cela compromet la santé de la femme et de l'enfant. Mais ici j'ai reçu un bon traitement. »

Le nombre d'accouchements réussis signalé par la clinique signifie qu'elle devance non seulement la moyenne mondiale de 17 décès de nouveau-nés sur 1.000 naissances, mais aussi la moyenne des pays riches.

Cette année, la Grande-Bretagne a donné à Charity Salima, fondatrice de la clinique, le prix Points of Light du Commonwealth, en l'appelant la Florence Nightingale (fondatrice anglaise de la profession d'infirmier moderne) du Malawi.

Mme Salima se félicite de la façon dont la clinique traite les urgences médicales.



Charity Salima pèse un enfant à la clinique communautaire Achikondi à Lilongwe (Malawi). LAMECK MASINA/VOICE OF AMERICA

« Tout ce succès est dû au fait que nous pouvons effectuer le transfert aussitôt que possible dès qu'une complication survient, déclare Mme Salima. La détection précoce de toute anomalie et les transferts : c'est grâce à ça que nous réussissons. »

Les services de la clinique sont gratuits. Elle a été construite grâce à des donations de l'Écosse et de l'Organisation des infirmiers norvégiens. La Freedom From Fistula Foundation, organisme caritatif américain qui aide à traiter les blessures dues à l'accouchement, finance la clinique.

Malgré sa bonne réputation, Mme Salima déclare que la clinique fait face à certains défis. Elle manque parfois de ressources financières, et l'énergie solaire pourrait aider parce que le réseau électrique peut être irrégulier.



Une adolescente du Cameroun gagne UN PRIX INTERNATIONAL

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Divina Maloum, adolescente du Cameroun âgée de quinze ans, a gagné un prix international de la paix pour enfants, pour ses efforts avec les jeunes qui souffrent de la violence extrémiste, notamment dans le Nord du pays.

Le prix a été décerné par l'organisme néerlandais KidsRights, qui déclare vouloir rendre hommage aux enfants qui œuvrent pour améliorer leur propre situation.

En 2014, cette ado camerounaise fonde le mouvement Enfants pour la paix, qui travaille avec les enfants victimes de la terreur. Elle se rend dans les communautés pour parler aux enfants de leurs droits et leur dit qu'ils ne sont pas forcés d'être impliqués dans la violence.

« Lorsque je regarde dans les yeux ces enfants, je vois la tristesse ; ils souffrent réellement, déclare-t-elle. J'espère que mes camarades et moi pourrions changer leur vie. »

Boko Haram, groupe terroriste basé au Nigeria, commet des attaques transfrontalières au Cameroun depuis 2014. Le groupe recrute souvent les enfants, et notamment les jeunes filles, pour exécuter des attaques. Une vidéo produite par KidsRights montre Divina en train d'avertir les jeunes Camerounais de ne pas participer.

On peut la voir présenter une caricature avec le titre : « Je ne suis pas une héroïne lorsque je transporte des bombes ». Le dessin montre une jeune fille qui refuse de porter un gilet suicide.

« Nous leur donnons de l'espoir, nous leur donnons du courage pour qu'ils restent forts face aux attaques de ces groupes terroristes », déclare-t-elle.

Divina a « organisé un camp intercommunautaire de la paix pour les enfants, elle a établi des clubs pour la paix dans des mosquées, et avec d'autres enfants elle a créé une déclaration des enfants contre l'extrémisme violent », selon KidsRights.

En acceptant son prix à La Haye, elle a déclaré que « pour mettre fin à la violence et construire la paix, nous avons besoin d'enfants » et elle a dédié son prix « à tous les enfants qui souffrent d'atrocités à cause de la guerre ».

Divina Maloum du Cameroun, militante pour la paix, reçoit le prix international de la paix pour enfants de 2019 des mains de Kailash Satyarthi, lauréat indien du prix Nobel et militant des droits des enfants.

AFP/GETTY IMAGES

L'Afrique pourrait bientôt éradiquer la poliomyélite

PERSONNEL D'ADF

L'Afrique est sur le point d'être déclarée exempte de poliomyélite, après trois années sans nouveau cas enregistré de maladie.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré en août 2019 que le Nigeria avait franchi trois ans sans un seul cas de polio sauvage, en appelant cela un « jalon majeur ». Si aucun nouveau cas ne se manifeste au cours des prochains mois, l'Afrique pourrait être officiellement déclarée exempte de polio. Le dernier cas a été relevé dans l'état de Borno en août 2016.

L'Amérique du Nord et du Sud ont éradiqué la polio il y a plus de 20 ans. La maladie a provoqué le décès ou l'invalidité de plusieurs centaines de milliers de personnes dans le monde.

Le Dr Matshidiso Moeti, directeur

régional de l'OMS pour l'Afrique, a déclaré au *Guardian* : « Nous sommes confiants de pouvoir bientôt proclamer la certification selon laquelle les pays ont une fois pour toutes éradiqué la polio de l'Afrique. »

Le Nigeria était l'une des dernières régions du monde à relever des cas de polio. En 2012, 200 enfants du Nigeria souffraient de la polio, soit plus de la moitié de tous les cas dans le monde. On reprochait au groupe extrémiste Boko Haram les cas de polio au Nord-Est du pays parce qu'il avait empêché les professionnels de la santé d'y vacciner les enfants. Le groupe contrôle aujourd'hui beaucoup moins de territoire.

En 2015, le président nigérian Muhammadu Buhari avait administré publiquement à l'un de ses

petits-enfants des gouttes de vaccin contre la polio, en annonçant que son administration ferait « tout son possible pour assurer qu'aucun enfant nigérian ne soit plus jamais infecté par la polio ».

Pour que l'Afrique soit certifiée exempte de polio, une équipe d'experts indépendants devra évaluer les systèmes de surveillance dans tout le continent, en s'assurant qu'aucun cas ne soit manqué et que la surveillance ne possède aucune lacune.

On trouve toujours le virus au Pakistan et en Afghanistan. Ces pays devront l'éradiquer avant de pouvoir déclarer le monde exempt de polio.

Un enfant reçoit une vaccination de la polio en 2019 en Ouganda.

AFP/GETTY IMAGES





Une entreprise nigérienne cartographie l'ADN du continent

BBC NEWS À [BBC.CO.UK/NEWS](https://www.bbc.com/news)

Les Noirs africains sont désavantagés en ce qui concerne les traitements pharmacologiques, car ils représentent seulement 2 % des échantillons génétiques utilisés dans la recherche pharmaceutique. Une nouvelle entreprise de génomique basée au Nigeria souhaite changer cela.

Selon Abasi Ene-Obong, fondateur et PDG de la startup de biotechnologie 54gene, les Noirs africains et les personnes de race noire sont plus génétiquement diverses que toutes les autres populations du monde réunies, ce qui fait de leur information génétique « une énorme ressource à exploiter ».

Il a établi un laboratoire de recherche génétique à Lagos, la plus grande ville du Nigeria, où son équipe a analysé 40.000 échantillons de données d'ADN avant la fin 2019. L'équipe espère analyser 100.000 échantillons avant la fin 2020.

M. Ene-Obong déclare que les connaissances relatives au rôle que la génétique joue dans les maladies aideront à développer des traitements appropriés.

« Les médicaments ne sont même pas fabriqués en pensant aux Africains, déclare-t-il. Ils ne sont pas sujets à des essais cliniques avec une population africaine, et ceci conduit à des médicaments dont l'efficacité pour les populations africaines est moindre, et dont les profils de sécurité sont moins robustes. »

Les nouveaux médicaments nécessitent aussi du temps pour atteindre l'Afrique, parfois 15 ou 20 ans, déclare M. Ene-Obong. Il dit que la façon de combler cette lacune est d'accroître l'accès aux données génomiques des populations africaines, afin de promouvoir une recherche scientifique inclusive.

« Ceci conduira à un traitement optimisé et des résultats de diagnostic qui ne traiteront pas seulement les Africains mais aussi le reste du monde », déclare-t-il.

Ce manque d'études génétiques concernant les populations diverses a des implications pour la prédiction du risque de maladie dans le monde.

Des billets en dollars du Zimbabwe sont émis à nouveau

BBC NEWS À [BBC.CO.UK/NEWS](https://www.bbc.com/news)

Les gens font la file au-dehors des banques du Zimbabwe en espérant obtenir l'une des premières coupures en dollars du Zimbabwe émises par le pays depuis 2009.

La monnaie avait été abandonnée il y a une dizaine d'années parce que l'hyperinflation avait causé une hausse des prix qui les doublait presque quotidiennement.

La banque centrale du Zimbabwe espère que les nouvelles coupures vont modérer le manque grave de liquidité, alors que le pays souffre d'une crise économique qui s'aggrave. La banque a minimisé les craintes selon lesquelles cette émission allait alimenter encore plus l'inflation. Au Zimbabwe, l'inflation a atteint 300 % en août 2019, le taux mondial le plus élevé.

La Banque de réserve du Zimbabwe insiste que les coupures de 2 et 5 dollars du Zimbabwe n'augmenteront pas la masse monétaire d'ensemble. Cet argent est supposé remplacer les sommes qui avaient été stockées électroniquement.

Après l'abandon par le pays de sa propre devise en 2009, les Zimbabweens ont compté sur le dollar des États-Unis, le rand sud-africain, d'autres devises étrangères, les billets quasi-monnaies et une devise électronique appelée le dollar RBTR (à règlement brut en temps réel).

Les banques limitaient le nombre de dollars que chaque client pouvait retirer. En 2016, le gouvernement introduisit les billets et les pièces quasi-monnaies, qui étaient censés être équivalents au dollar des États-Unis, pour pallier au manque de liquidité en dollars. Mais personne ne croyait que leur valeur serait équivalente et, sur le marché noir, les billets quasi-monnaies ont baissé en valeur comparé au dollar américain.

En février 2019, le gouvernement introduisit le dollar RBTR, qui était décrit comme une nouvelle devise, mais il existait uniquement sous forme électronique. Plus tard pendant l'année, le dollar des États-Unis et les autres devises étrangères furent interdits par la banque centrale, qui invoqua la nécessité d'un retour à la normalité.

Le gouvernement déclare que les nouvelles coupures vont modérer le manque de liquidité qui a empêché la plupart des gens de retirer leur salaire et leurs économies.



Les nouvelles coupures de 2 dollars du Zimbabwe

AFP/GETTY IMAGES

Le royaume d'Aksoum

PERSONNEL D'ADF

Le royaume d'Aksoum, appelé aussi Axoum, fut très innovateur en Afrique subsaharienne. Ce fut le premier royaume à frapper sa propre monnaie. Il créa sa propre langue écrite, le guèze, qui est toujours employé en Éthiopie aujourd'hui. Son roi fut le premier à adopter le christianisme comme religion officielle. Et Aksoum dominait le commerce dans la Corne de l'Afrique et sur la mer Rouge pendant des siècles.

Bien que le royaume date du premier siècle de notre ère, sa période de plus grande influence et prospérité a duré du troisième au sixième siècle. Le royaume a duré jusqu'au huitième siècle. Il occupait la région qui est aujourd'hui divisée entre Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Somalie et le Somaliland.

Il était peut-être inévitable que le royaume d'Aksoum prospère. La région bénéficiait de terres arables riches, de zones de pâturage exemptes de maladies et de saisons des pluies fiables. Son emplacement sur la Corne de l'Afrique en faisait un centre commercial régional idéal. Aksoum conduisait principalement le commerce de l'or et de l'ivoire, mais aussi des cornes de rhinocéros, du sel, des

pierres précieuses... et des esclaves. Les marchands arabes vendaient des textiles, des sabres, du vin et de l'huile d'olive.

Grâce aux richesses accumulées par le commerce, le royaume bâtit une armée forte, avec un roi remplaçant un groupe de chefs régionaux. Les tribus soumises conservaient une certaine indépendance, mais elles devaient payer des taxes, en général sous forme de centaines de bêtes.

Le roi d'Aksoum prit le titre de « negusa nagast » ou « Roi des Rois », ce qui indique selon certains historiens qu'il permettait aux chefs de ses tribus de se considérer comme des « rois subalternes » et de continuer à diriger leur peuple.

Une région d'Aksoum utilisait une langue écrite appelée le sabéen, langue sémitique du Moyen-Orient. D'autres régions du royaume utilisaient le grec. Aksoum développa sa propre langue écrite, dont on trouve les plus anciens exemples sur des blocs de pierre datant du deuxième siècle environ. Le guèze possède des caractères pour les voyelles et les consonnes, et il se lit de gauche à droite, comme les langues occidentales.

Aksoum est devenu le premier royaume subsaharien qui ait sa propre monnaie, du fait de ses contacts avec un si grand nombre de cultures avancées en sa qualité de centre commercial. Les premières pièces, en or et en argent, ont été produites au troisième siècle et portent des inscriptions grecques avec des symboles sabéens. Elles ont été frappées conformément aux poids normalisés des pièces romaines, afin d'assurer leur validité pour le commerce avec l'étranger. Le royaume a produit des milliers de pièces, la plupart en bronze.

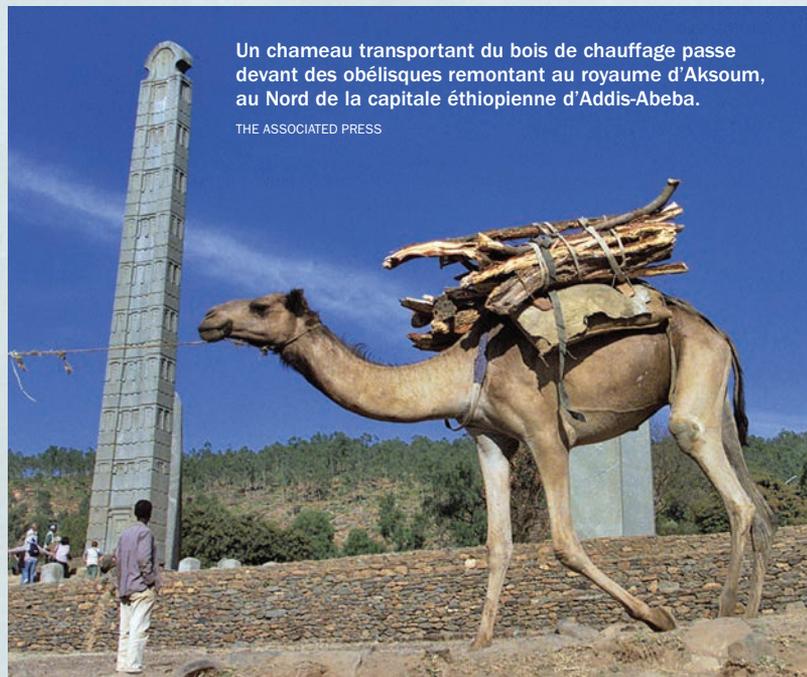
Ce que les historiens savent de ce royaume est basé sur de rares archives écrites qui contiennent des histoires contradictoires. Mais une méthode utilisée pour tracer l'histoire de l'empire consiste à examiner ses pièces de monnaie, qui montrent des portraits des rois au pouvoir (20 en tout) pendant plus de trois siècles. Avec les portraits, on constate en général deux épis de maïs et,

depuis le règne d'Ézana Ier, une croix chrétienne. Les pièces portent le nom du roi et un slogan d'encouragement, par exemple « Que le peuple soit en paix ».

En frappant sa propre monnaie, comme les empires plus anciens, plus établis, Aksoum déclarait qu'il était l'égal de toutes les civilisations de l'époque. Pendant son existence, il a été décrit comme l'un des quatre grands empires du monde.

Le royaume commença son déclin vers la fin du sixième siècle, pour plusieurs raisons. La politique du roi visant à laisser les chefs contrôler leur propre tribu s'avéra être une erreur, car les chefs commencèrent à se révolter. La terre riche déclina à cause d'un excès de plantation et le Califat des Rachidoune (Musulmans arabes) se révéla être un concurrent commercial formidable sur la mer Rouge et le golfe d'Aden.

Ce qui restait d'Aksoum fut de nouveau restauré au treizième siècle, en prenant le nom de royaume d'Abyssinie.



Un chameau transportant du bois de chauffage passe devant des obélisques remontant au royaume d'Aksoum, au Nord de la capitale éthiopienne d'Addis-Abeba.

THE ASSOCIATED PRESS



INDICES

- 1 Cette région a 18 lacs ayant des tailles, des profondeurs et des couleurs différentes.
- 2 Ces lacs permanents situés dans un désert proviennent d'un aquifère et d'un système hydrologique complexe qui n'est pas entièrement compris.
- 3 Certains lacs contiennent de l'eau de couleur bleue, verte ou rougeâtre, une indication de leur composition chimique
- 4 Environ le tiers de la surface des lacs est couverte de nappes vertes de roseaux flottants qui contrastent avec l'eau.

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany



Les infos vous sont envoyées directement !

Nous enverrons les mêmes bulletins de sécurité fiables, de haute qualité, sur les sujets importants suggérés par vous et d'autres professionnels de la sécurité, directement sur votre téléphone. Textez « news » vers +4917610407820 et dites-nous quelle est votre langue de choix (anglais, français, arabe ou portugais) : vous recevrez sur une base quotidienne des reportages d'actualités sur les derniers sujets et les dernières tendances en provenance de toute l'Afrique.



RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez *ADF* sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, ADF-Magazine.com, ou en envoyant un courriel à News@ADF-Magazine.com.